**Sommaire**



* **Éditorial  p. 3**

*Par le Général de corps d’armée J.-T. VERNA*

* **Un penseur militaire**

**FRÉDÉRIC II de Prusse (1712-1786) p. 9**

*Par Monsieur Thierry WIDEMANN*

# On aimera….. p. 13

*Du Lieutenant-colonel R. PORTE*

* **Articles d’intérêt général**

# La Chine et le «dilemme de Malacca». La tentation militariste p. 17

### Par le Général (2°s) F. TORRES

# Emploi tactique d’un groupe amphibie à un bâtiment prépositionné p. 23

# *Par le Capitaine de corvette GOURET*

# Les équipements: équilibre à trouver entre rusticité et technologie p. 31

*Par l’lGETA de 2ème classe E. WARINGHEM et le Colonel P. PERRET*

* **Libres opinions[[1]](#footnote-1)**

**Servir dans la Réserve: le sens et l’intérêt de l’engagement p. 37**

*Par le Commandant (R.) T. RICHARD*

**Militaires: un communautarisme positif p. 45**

*Par le Lieutenant-colonel F.-R. JAMINET*

Corruption, grande faucheuse de la contre-insurrection p. 49

*Par le Chef de bataillon A.FAURICHON de la BARDONNIE*

**Plaidoirie pour planificateurs militaires p. 53**

*Par le Lieutenant-colonel J.-C. VEYSSIERE*

**À qui «profite» le resserrement de la formation? P. 59**

*Par le Commandant P. PAULIN*

Les temps changent! Insurrections au XXIème siècle, une révolution? P. 65

*Par le Chef d’escadrons M. ROBERT de SAINT VICTOR*

**Du «*mentoring*» au XIXème siècle: officiers français au Pendjab p. 71**

*Par le Chef d’escadrons A. VERLEY*

## Les modèles économiques d’analyse appliqués à l’Armée p. 77

*Par le Lieutenant-colonel P. MICHEL*

**L'influence des infrastructures en opérations p. 83**

*Par le Chef de bataillon A. PAILLOT*

* **Les grands capitaines**

**Septembre 1914: le Général Grossetti sur la Marne p. 89**

*Par le Lieutenant-colonel R. PORTE*

* **Nouvelles d’Amérique**

**Dessiner le Corps des *Marines* post-Afghanistan p. 95**

*Par le Lieutenant-colonel DURVILLE*

* **On a aimé**

Faut-il brûler la contre-insurrection? P. 99

## De Georges-Henri Bricet des Vallons

# Un monde sans Europe p. 100

## De Philippe ESPER avec la collaboration de C. de BOISSIEU

Où va l’Amérique d’Obama? P. 100

**De Hervé de Carmoy et Alexandre Adler**

# Éditorial

*Du Général de corps d’armée Jean-Tristan VERNA*

*Directeur central de la Structure intégrée du MCO des matériels terrestres*

Le temps de l’agilité

**L’**action militaire et l’administration des organisations sont sous-tendues par des principes qui se perpétuent au-delà des époques et des modes. Il n’est pas dans mon propos de les énumérer une fois de plus.

Pour autant, il n’est pas interdit de qualifier par un terme spécifique le défi que les chefs militaires doivent relever à un moment donné de l’histoire, pour jouer pleinement le rôle de leadership qui leur revient, aussi bien dans la conduite des opérations militaires que dans la constitution et l’administration des forces armées.

L’observation des opérations, l’expérience de la préparation de l’avenir au sein du ministère de la Défense et les enseignements tirés de la réorganisation radicale d’une fonction et d’un service désormais interarmées, me font proposer «l’agilité» comme marquant de notre époque. Je ne nie pas que «l’agilité» ait été une qualité de grandes figures du passé, surtout dans l’action guerrière; je suis en revanche persuadé que sa nécessité s’impose désormais sur tout le spectre des domaines relevant du chef militaire, tout au long de sa carrière. Je suis certain que la préparation de nos responsables militaires des prochaines années doit prendre en considération la généralisation de cette dimension du leadership, au côté d’autres plus traditionnelles comme le charisme et le courage physique et intellectuel.

J’illustrerai cette conviction au travers de trois caractéristiques de notre époque.

Nous sommes confrontés à un phénomène de «non reproductivité» des expériences. Les opérations en sont le meilleur exemple. Non seulement chaque théâtre d’opérations soulève des problématiques spécifiques d’emploi et de commandement, mais une même opération enchaîne rapidement des phases très différentes. D’un mandat à l’autre, l’environnement de la force, les menaces, les effets à obtenir, évoluent et rendent inopérantes sans adaptation les leçons apprises de la situation opérationnelle antérieure. C’est la raison pour laquelle des processus réactifs de retour d’expérience et d’équipement, ainsi qu’une organisation flexible de l’entraînement des unités, ont dû être élaborés.

Mais cette volatilité des contextes s’impose désormais dans tous les domaines de la vie des armées, marquée par les transferts de responsabilités, les réorganisations quasi permanentes dans l’articulation des forces et dans l’organisation des soutiens et de l’administration, l’évolution des politiques de ressources humaines, les processus changeants d’expression des besoins et d’allocation des ressources.

L’arbitrage pour l’affectation des ressources constitue une autre tendance de l’expression du leadership. Ce n’est pas une nouveauté pour le chef militaire. On peut même affirmer que l’art de la guerre consiste essentiellement à faire produire un maximum d’effets tactiques à des ressources insuffisantes ou mal positionnées au départ de l’action. D’où les variations sur la liberté d’action, l’économie des moyens, la concentration des efforts.

En revanche, la nouveauté, à mon sens, est l’irruption de ce conflit «besoins-ressources» dans la conduite quotidienne des armées, à des niveaux de mise en œuvre qui, jusqu’à présent, en étaient maintenus à l’abri.

La fin de la conscription, l’épuisement technique d’une bonne partie des équipements, la rareté de certains d’entre eux, les changements radicaux dans la gestion des ressources budgétaires, en particulier la fin des mesures dérogatoires et du budget de fonctionnement global, la mutualisation des moyens, pour ne citer que quelques faits, se traduisent par la précarité générale des ressources placées à la disposition du responsable de la vie d’une unité. Trouver, organiser, réunir et mettre en œuvre les moyens devient un exercice permanent «d’agilité». Que l’on parle d’effectifs, d’argent, d’équipements, de services externalisés ou mutualisés, d’accès aux moyens de communications et à leur support, la logique de ressources, qu’elles soient rares, parfois, ou en réalité peu disponibles sur court préavis, s’oppose systématiquement à la pression d’un besoin souvent difficile à ordonner, qu’il s’agisse d’entraînement, de soutien courant, de conditions de vie…, un besoin qui devient lui-même une variable d’ajustement de l’action. Ce fait est d’autant plus difficile à accepter qu’en opération, au contraire, tout est mis en œuvre pour fournir au chef la gamme la plus complète possible des moyens lui permettant d’accomplir sa mission en toute autonomie.

Enfin, dans notre armée «du temps de paix», la plénitude du commandement ne peut plus être posée comme la condition préalable à l’exercice par le chef de ses responsabilités et à la réussite de ses missions. Depuis une quinzaine d’années, la tendance, dans l’organisation des armées et de leur environnement administratif, conduit à la dispersion des attributions et à la dilution des responsabilités. La création des bases de défense, si elle porte des objectifs ambitieux dans la réduction des coûts, généralise cette tendance à un échelon qui en était encore préservé. Pour être caricatural, «aucun ne peut réussir seul, chacun peut faire échouer l’autre!». Que l’on parle de partenariat, ou d’approche contractuelle «soutenant - soutenu», le chef doit non seulement prévoir, mais aussi négocier des moyens et des services, mesurer sa satisfaction, entretenir un réseau de (bonnes) relations, pour tout simplement remplir sa mission de préparation opérationnelle et garantir à ses subordonnés des conditions de vie normales.

Ce n’est pas chose facile de passer alternativement du mode de fonctionnement hiérarchique, qui doit prévaloir dans l’action guerrière, au mode transactionnel, qui se généralise progressivement à tous les niveaux par ailleurs.

Être «agile», c’est donc savoir identifier, anticiper et faire les bons arbitrages dans l’emploi de ressources devenues rares et moins accessibles, dans des circonstances toujours nouvelles, et sans l’appui systématique que confère la force du rapport hiérarchique. J’y vois donc la qualité première demandée aujourd’hui au chef militaire, tant par ceux qui lui confient des responsabilités, que par ceux dont il organise et dirige l’action. À la différence de la capacité de réaction ou d’adaptation, souvent mise en exergue, «l’agilité» se veut proactive; elle permet de «ne pas subir»; c’est en cela qu’elle doit devenir un marquant du leadership.

«Agilité» intellectuelle, comportementale, relationnelle, pour s’adapter à la volatilité des situations, des environnements, des contraintes, des perceptions. «Agilité» pour maîtriser, au-delà des techniques spécifiques mais évolutives du métier des armes, celles indispensables et tout autant évolutives de la maîtrise des organisations, dont il faut acquérir la compréhension à défaut de l’expertise: finances, systèmes d’information, contentieux juridique, relations sociales, communication. «L’agilité» doit être développée chez nos officiers qui assureront dans l’armée de Terre des fonctions de commandement dans ce contexte nouveau, et devront ensuite faire preuve de robustesse dans les postes terminaux qui les exposeront aux rapports de forces inhérents à l’organisation et aux enjeux du ministère. Cette qualité doit être détectée par le cursus de sélection de nos élites, à partir de l’École de Guerre. Elle doit ensuite être développée par des parcours professionnels multipliant les expériences, quitte à limiter la durée des affectations sur une mission ou un projet pendant la période qui précède les postes à hautes responsabilités, où en revanche la stabilité s’avère indispensable, mais toujours en restant «agile»!



## Un penseur militaire



**FRÉDÉRIC II de Prusse (1712-1786)**

*Par Monsieur Thierry WIDEMANN[[2]](#footnote-2)*

**Q**uelques mois à peine après son avènement, en 1740, le roi de Prusse Frédéric II se lança dans une invasion de la Silésie, région appartenant à l’empire des Habsbourg. Il avait hérité d’une armée organisée par son père, Frédéric-Guillaume 1er, dit le «Roi-Sergent». C’était un instrument militaire remarquable, surtout à l’échelle de ce petit pays qu’était alors la Prusse. Quant aux connaissances militaires du jeune roi, elles étaient très lacunaires, même s’il avait eu de bonnes lectures.

Pourtant, la première offensive de son règne révéla déjà les principaux traits de caractère de celui qu’on appellera Frédéric le Grand: le sens de l’occasion favorable, l’audace, et un incontestable cynisme. Depuis la paix d’Utrecht, en 1713, ce qu’on appelait alors le droit des gens, ébauche d’un droit international, visait à maintenir un équilibre en Europe, équilibre fondé sur une condamnation de la conquête. Frédéric n’hésita pas à bouleverser ces règles, d’autant plus que l’invasion de la Silésie fut déclenchée sans déclaration de guerre.

Si le roi de Prusse était dépourvu de toute expérience militaire, il n’en avait pas moins longuement réfléchi sur ces questions, et ses principales conceptions stratégiques étaient en place dès 1740. Elles découlaient de la situation économique et démographique de la Prusse. Dans ces deux domaines, les ressources étaient limitées et le pays ne pouvait se permettre d’engager une guerre d’usure avec ses adversaires, surtout s’il s’agissait de grandes puissances. «Nos guerres doivent être courtes et vives», écrit le roi, «(…) une longue guerre ralentit insensiblement notre admirable discipline et ne laisse pas de dépeupler notre pays et d’épuiser nos ressources». Il fallait donc se donner les moyens d’emporter rapidement la décision par des manœuvres opératives et tactiques fondées sur la vitesse et l’effet de surprise. Cette attitude tranchait avec les usages du temps où la conduite des opérations était dominée par la prudence, le souci de ménager un instrument militaire coûteux, et la volonté d’adapter la stratégie à des buts de guerre limités.

C’est dans le domaine tactique que les lacunes de jeune roi de Prusse se révélèrent immédiatement. Lors de sa première bataille, à Mollwitz le 10 avril 1741, il fut dépassé par les événements, quitta le champ de bataille, pour y revenir et constater sa victoire, due à la discipline de son armée et aux qualités de son général, Schwerin. Mais le roi apprit vite. Il reconnut plus tard: «Mollwitz fut mon école, je fis des réflexions profondes dont je profitai par la suite», réflexions qui aboutirent à de vastes changements doctrinaux. Il entreprit de fractionner son armée en plusieurs unités, afin d’en accélérer la progression et le déploiement sur le champ de bataille. Son dessein était d’articuler l’ordre de marche et l’ordre de bataille, le premier devant idéalement préfigurer le second. Ces dispositions allaient donner naissance à la «division». Frédéric II n’en était pas l’inventeur, mais les habiles combinaisons de ses colonnes de marche inspirèrent les théoriciens de l’époque, au premier rang desquels le comte de Guibert.

Dans le domaine tactique, sa grande innovation fut de réinventer un ordre de bataille oublié depuis l’Antiquité afin de restaurer la manœuvre sur le champ de bataille. Le début du XVIIIème siècle était en effet marqué par un phénomène de blocage tactique, essentiellement dû à l’emploi d’un dispositif appelé «ordre mince», dont le but était d’exploiter au maximum le feu de l’infanterie. Disposées sur quatre, puis trois rangs, les armées aux effectifs considérables s’étiraient sur plusieurs kilomètres. Il devenait alors périlleux d’en modifier l’ordonnancement sans prendre le risque de voir les lignes perdre leur cohésion. Les généraux hésitaient à engager des manœuvres aux conséquences incertaines et les armées s’installaient dans des positions défensives, se fusillaient réciproquement pendant des heures, jusqu’à ce que l’un des protagonistes se retire du champ de bataille, acte qui le désignait comme vaincu. Pour tenter de lever ce blocage, le Chevalier de Folard, dans les années 1720, avait suggéré l’emploi d’un dispositif en profondeur, constitué de colonnes d’assaut, dont la fonction était de joindre l’adversaire au plus vite pour faire taire son feu. Un débat s’instaura alors entre les partisans de l’«ordre profond» (prédominance du choc) et ceux de l’«ordre mince» (prédominance du feu). Frédéric II, s’inspirant de la tactique imaginée par le Thébain Épaminondas à la bataille de Leuctres en 371 av. JC, opta pour un savant compromis qui consistait à biaiser la ligne de bataille: on renforce l’aile attaquante et l’on refuse l’autre en la soustrayant à l’action immédiate de l’adversaire. Cet ordre oblique dotait l’ordre mince d’une capacité offensive, et devint l’arme privilégiée du roi de Prusse tant que la qualité des troupes le permettait et, surtout, tant que les adversaires de Frédéric n’en avait pas saisi «le mécanisme intérieur», comme disait Guibert.

La bataille où le roi de Prusse a le plus parfaitement réalisé sa manœuvre est celle de Leuthen, pendant la guerre de Sept Ans, le 5 décembre 1757. Il affronta avec 39.000 hommes une armée autrichienne forte de 66.000 hommes, commandée par le Prince Charles et le Maréchal Daun. Le dispositif autrichien, d’une prudence conforme à l’esprit du temps, était défensif: position forte en hauteur, l’aile droite appuyée sur un marais, et une forte réserve sur l’aile gauche afin de se prémunir contre une manœuvre d’enveloppement. Utilisant le terrain pour dissimuler ses mouvements, Frédéric lança, en évitant le marais, une attaque de diversion sur l’aile droite. Charles et Daun donnèrent l’ordre d’y transférer la réserve (à 6 km!). Leur aile gauche était devenue vulnérable. Les bataillons prussiens, à l’abri des regards autrichiens, passèrent en un temps record de l’ordre de marche à l’ordre de bataille. Frédéric déploya son ordre oblique et porta l’effort sur l’aile gauche ennemie, qui s’effondra avant que l’aile droite n’ait pu intervenir, entraînant la défaite, malgré un audacieux pivotement de la ligne autrichienne.

Frédéric n’a jamais dû ses victoires à une supériorité numérique, mais à la discipline de son armée, à la rigueur de ses combinaisons et, plus précisément, en ce qui concerne ses grands succès, à des manœuvres exécutées hors de portée de l’ennemi et à son insu. Le déploiement rapide des colonnes de marche permettait de réaliser un effet de surprise souvent déterminant.

Frédéric II est probablement le stratège du XVIIIème siècle qui a poussé le plus loin les possibilités de la guerre de son temps. Mais il existait, au siècle des Lumières, des contraintes spécifiques qu’il n’a pu dépasser. Les impératifs logistiques, notamment (car on ne vit pas sur l’habitant), interdisaient d’exploiter un succès tactique par une poursuite à grande échelle, comme le fera Napoléon, rendant improbable le désarmement complet de l’adversaire par la destruction de son armée.

Faute d’une telle manœuvre, même un chef-d’œuvre tactique comme Leuthen ne fut pas une bataille décisive.



**On aimera…..**

**L’**équipe de rédaction des *Cahiers* a le plaisir de vous annoncer le lancement du blog "**GUERRES ET CONFLITS XIXème – XXIème", à l’initiative du Lieutenant-colonel Rémy PORTE**, contributeur régulier et apprécié de notre revue. Depuis plusieurs années, ce dernier prêche pour une large ouverture de notre histoire militaire, dans toutes ses composantes et avec toutes ses compétences, sur les «autres mondes» de la recherche et du débat historiographique. Les outils aujourd'hui disponibles permettent désormais de toucher le plus grand nombre possible d'amateurs, de chercheurs, de curieux.

Ce blog se fixe trois objectifs principaux :

- proposer le panel le plus riche possible sur l'actualité du domaine «Histoire», en particulier dans le domaine de l'édition, mais aussi des expositions, des documentaires, etc.;

- publier (ou relayer) les articles originaux d'historiens de tous horizons (en particulier militaires) pour créer des liens avec les autres partenaires de la recherche historique (en particulier universitaire, mais aussi histoire locale, etc.) et contribuer au débat historiographique;

- aller au devant du plus grand nombre possible de lecteurs, d'amateurs et de curieux, car l'histoire militaire de la France (en particulier au cours des deux derniers siècles) est d'une exceptionnelle richesse et intéresse de très nombreuses personnes.

Ce blog peut être consulté à l'adresse : <http://guerres-et-conflits.over-blog.com/>. Il ne s'agit encore que d'une première version, qui sera progressivement améliorée en fonction des observations reçues. N'hésitez pas à relayer son existence afin de lui permettre de vivre et de se développer: plus il y aura de lecteurs et de contributeurs, et mieux les objectifs de **«GUERRES ET CONFLITS XIXème – XXIème»** seront atteints.

## Articles d’intérêt général



# La Chine et le «dilemme de Malacca»

# La tentation militariste

*Par le Général (2°s) François TORRES*

***Le «dilemme de Malacca»: pérenniser la doctrine historique officielle de ne pas implanter de bases militaires hors du territoire national, ou la transgresser afin de réduire la fragilité croissante des voies d’approvisionnement logistique, en particulier maritimes, vitales pour la croissance? L’auteur nous fait le point des réflexions sur ce sujet chez les stratèges et autorités politiques chinois.***

**L’**un des principes cardinaux de la Chine a toujours été de ne jamais déployer de bases militaires à l’étranger.

Depuis l’avènement de la République populaire, les nombreuses déclarations de politique générale énonçant les stratégies chinoises ont en effet résolument réaffirmé que la Chine renoncerait à déployer des forces militaires hors de son territoire. C’est encore ce que précisait le Livre blanc sur la Défense en 2010: «La Chine ne recherche pas l’hégémonie; elle ne s’engagera jamais dans la voie de l’expansion militaire, quel que soit le niveau de développement de son économie».

Il reste que cette posture vertueuse, qui vise à la démarquer du schéma américain et des quelques centaines de bases déployées par les États-Unis dans le monde, pose à la République populaire le grave problème de la sécurité de ses lignes de communication maritimes, et singulièrement celles qui relient son industrie, de plus en plus gourmande en énergie, au pétrole du Moyen-Orient et d’Afrique.

En 2015, la Chine, qui n’est plus autosuffisante depuis 1993, importera les 2/3 de sa consommation de pétrole et les 4/5 en 2030. Aujourd’hui, elle importe chaque jour 725.000 tonnes de brut, dont 50% viennent du Moyen-Orient. Le long cordon ombilical de l’économie chinoise vers les pays du Golfe constitue donc une vulnérabilité majeure et un casse-tête pour les stratèges chinois, qui lui ont donné un nom: «le dilemme de Malacca».

L’évocation par les Chinois de l’une des voies maritimes les plus étroites et les plus fréquentées de la planète, également la plus rapide depuis l’océan Indien vers la mer de Chine du sud ‒ et aussi l’une des plus faciles à obstruer ‒, renvoie à cette fragilité que Pékin tente de réduire.

Le moindre blocage de la route des pétroliers chinois, dont la sécurité serait, en cas de tensions graves, encore assurée par la marine des États-Unis ‒ une éventualité insolite et agaçante pour les responsables chinois ‒ ferait dérailler la machine industrielle de la croissance, condition de la stabilité interne, et principale légitimité du régime.

Les stratégies d’approvisionnement alternatives

La première réponse chinoise à ce dilemme a été de développer des approvisionnements directs par voie terrestre et d’installer des couloirs logistiques par les pays qui bordent la voie maritime et ont une frontière commune avec la Chine.

**L’Asie centrale et la Russie sont au cœur de la stratégie de ravitaillement terrestre directe**

C’est le Kazakhstan qui a inauguré le réseau vers la Chine par un oléoduc construit en 2006. En 2011, un gazoduc livrera 40 milliards de m3 de gaz par an depuis le Turkménistan, ancienne chasse gardée de la Russie, mais où Pékin est devenu le premier investisseur étranger. Un autre, à la capacité annuelle de 12 milliards de mètres cubes, est en projet à partir du Kazakhstan occidental.

La quête d’énergie et la recherche d’influence se traduisent aussi par les investissements directs dans l’exploration et l’exploitation. En 2009, le fonds souverain chinois a investi un milliard de dollars dans l’exploration d’un gisement de gaz kazakh, qui confère à la Chine 14 % des parts dans l’exploitation. Au Turkménistan, Petrochina a signé un accord d’exploration et d’exploitation du gisement de gaz Bagyyarlik dans l’est du pays (potentiel estimé 1.700 milliards de m3).

Toujours au Turkménistan, le n°1 pétrolier chinois, à la tête d’un consortium international qui regroupe deux compagnies coréennes (LG International et Hyundai) et deux sociétés d’hydrocarbures des Émirats, est également en passe de remporter les droits d’exploration et d’exploitation du gisement de gaz d’Iolathan, le tout financé par la Banque de Chine à hauteur de 9,7 milliards de dollars. Ce succès a été obtenu après que la Banque de Chine a, en juin 2009, accordé à Achkhabad un prêt préférentiel de 3 milliards de dollars pour l’aider à compenser les pertes dues à la rupture de ses livraisons à la Russie, d’avril à décembre 2009[[3]](#footnote-3).

En échange des droits d’exploitation, les entreprises chinoises construisent des routes (Kirghizstan, Tadjikistan) et des voies ferrées, dont une vingtaine au Kazakhstan, où 8 d’entre elles seront directement consacrées au transport du gaz liquide vers la Chine. Enfin, lors de la visite du président Medvedev en Chine, en septembre 2010, Moscou et Pékin ont signé un accord pour livrer, à compter du 1er janvier 2011, 40.000 tonnes par jour de brut sibérien par un oléoduc dont la construction a été achevée à l’automne 2010.

Dans la région des marches de l’ancienne Asie centrale soviétique, devenue une source importante d’hydrocarbures, la présence de la Chine est confortée par la création, en 2000, de l’Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui regroupe quatre pays d’Asie centrale, la Chine et la Russie, dans une enceinte dont les buts sont à la fois économiques et stratégiques, et dont les membres participent régulièrement à des manœuvres militaires communes.

À terme, la zone, située sur le tracé de l’antique route de la soie, verra aussi le passage d’un oléoduc reliant directement le Xinjiang à l’Iran, qui fournit à la Chine 15% de son pétrole.

L’OCS a tenu son 10ème sommet en juin 2011 au Kazakhstan, en présence du secrétaire général Hu Jintao et du président Medvedev. On y a beaucoup parlé des éventuelles adhésions de l’Inde, du Pakistan et de l’Iran, tandis qu’un communiqué conjoint Moscou-Pékin, rendu public le lendemain du sommet, annonçait le renforcement de la coopération militaire entre la Russie et la Chine et critiquait la brutalité des stratégies américaines en Asie et au Moyen-Orient (y compris en Libye et en Syrie).

**Quant aux couloirs qui réduisent la longueur du trajet maritime du pétrole chinois, il en existe actuellement deux :**

* Le premier débouche à Gwadar, au Pakistan, où les entreprises chinoises ont terminé en 2007 l’aménagement d’un port en eau profonde, situé à 400 nautiques du détroit d’Ormuz. Il restera à relier la côte pakistanaise au Xinjiang chinois par un oléoduc qui traversera le Cachemire pakistanais et le col de Khundjerab. Mais les tensions avec l’Inde et les défis de sécurité dans l’arrière pays, où les Chinois ne sont pas les bienvenus, retardent le projet.
* L’autre raccourci reliera le golfe du Bengale à la province du Yunnan, au travers du Myanmar, par un oléoduc et un gazoduc dont la construction a commencé. Cet engagement de la Chine dans l’ancienne Birmanie se double d’importants investissements des compagnies d’état chinoises dans le secteur minier, de livraisons d’équipements militaires et d’une intense activité diplomatique. Comme avec Islamabad, avec qui elle est liée par une longue coopération nucléaire, civile et militaire, et par des contrats d’armement classique (chars, artillerie et avions), Pékin ne ménage aucun effort pour conserver les faveurs du régime birman.

En 2009 et 2010, trois membres du comité permanent du bureau politique, dont le Premier ministre, ont effectué le voyage à Naypyidaw pour signer des contrats, renforcer les liens politiques et rassurer les Birmans sur l’appui de la Chine face aux critiques des occidentaux et de leurs alliés. Récemment, c’est Dai Binguo, conseiller d’état, mentor du ministre des Affaires étrangères Yang Jiechi et responsable des dialogues stratégiques de la Chine, qui a fait le voyage sur les traces d’Hillary Clinton pour vérifier que l’empreinte chinoise ne souffrirait pas trop de l’ouverture du régime birman à d’autres influences[[4]](#footnote-4).

Ainsi se développe la stratégie chinoise alternative, par un vaste réseau de contournement terrestre dont Pékin courtise patiemment toutes les mailles, à coup d’investissements, de prêts à faibles taux d’intérêt, de coopérations à long terme et d’incessantes actions diplomatiques qui tissent une chaîne d’alliances dont le but est, en grande partie, la quête de ressources.

**Les installations chinoises le long de ses lignes de communication**

Il reste que la République populaire anticipe que, compte tenu de l’augmentation rapide de ses besoins ‒ la consommation de pétrole de la Chine a été multipliée par deux en dix ans ‒, la route maritime sera toujours essentielle à son économie. C’est pourquoi elle a développé le long de cette voie une chaîne d’escales qui, sans être des bases navales militaires, sont autant de points d’appui logistiques[[5]](#footnote-5).

Cette série d’implantations abritant des installations civiles et parfois des stations d’écoutes militaires, jalonne la route du pétrole depuis la mer de Chine du sud jusqu’à la mer d’Arabie, en passant par le golfe du Bengale.

Leur valeur stratégique est indéniable. Mais, pour l’heure, ce qui importe à Pékin et à ses clients, c’est leur valeur logistique et le vecteur d’influence économique et politique que représentent leurs installations portuaires, les raffineries et les projets industriels pourvoyeurs d’activités et d’emplois. Là aussi, Pékin ne ménage pas ses efforts pour séduire les élites bangladeshi et sri-lankaises (vente d’équipements militaires, investissements, soutien lors des votes à l’ONU, aide financière).

Pour autant, la chaîne des investissements chinois le long de la route du pétrole n’a pas fait disparaître le sentiment de fragilité. Dans certaines zones, il s’est même exacerbé par la menace des pirates au large des côtes de Somalie. Au point que, depuis 2008, la marine chinoise participe à la force internationale de lutte contre la piraterie avec deux destroyers et un navire logistique.

Cet engagement constitue le premier déploiement opérationnel à vocation de combat d’unités militaires chinoises. Les contraintes qu’il impose seront un argument supplémentaire en faveur de la modernisation et de la montée en puissance de la marine, qui se dotera de plusieurs porte-avions dans les dix années qui viennent[[6]](#footnote-6).

**Les débats internes sur les déploiements extérieurs**

Mais la question de la vulnérabilité des lignes de communication chinoises reste entière et commence à susciter un débat au sein même de l’APL[[7]](#footnote-7) En décembre 2010, l’Amiral (en retraite) Yin Zhuo, chercheur à l’institut d’équipements de la marine, jetait un pavé dans la mare et soulignait que la marine chinoise ne pourrait plus faire longtemps l’impasse de bases militaires à l’étranger[[8]](#footnote-8).

Il était appuyé par Sheng Dingli, un chercheur de l’université Fudan à Shanghai, qui expliquait que la Chine avait, comme d’autres puissances, le droit d’installer des points d’appui militaires hors de ses frontières pour protéger ses intérêts

Ces idées en contrepoint de la doctrine officielle viennent de prendre de la consistance avec la récente visite, début décembre 2011, du ministre de la Défense Liang Guanglie aux Seychelles, dont le ministre des Affaires étrangères a proposé à la Chine l’ouverture d’une base militaire qui serait un point d’appui chinois pour la lutte contre la piraterie dans la zone.

En même temps, il n’a pas échappé à Pékin que le Japon, son principal rival stratégique en Asie du Nord-Est, avait déjà pris la décision d’une implantation militaire à Djibouti, tandis que, le 26 novembre 2010, le président Medvedev indiquait que la marine russe allait augmenter ses bases navales outre-mer.

Mais, pour l’heure, l’extension militaire des points d’appui commerciaux existants est peu probable. Les raisons en sont financières et surtout stratégiques, liées à la crainte de Pékin d’apparaître en Asie comme une puissance agressive. À quoi s’ajoute la peur de l’engrenage qui multiplie les coûts et augmente les vulnérabilités.

C’est bien cette réflexion sur les coûts, la sécurité et les risques de l’effet d’entraînement qui, le 24 mai 2011, a poussé le Waijiaobu à démentir publiquement le ministre de la Défense pakistanais, qui spéculait sur l’installation d’une base navale militaire chinoise à Gwadar, après le retrait des Singapouriens.

Tout indique cependant qu’à l’avenir, profitant de ses installations civiles et de son influence au sein des élites politiques locales, la Chine adoptera une solution moyenne, proche des arrangements conclus par la marine américaine qui permettent, par le biais de contrats avec des sociétés locales, les opérations de réparation, d’entretien et de ravitaillement de ses navires de combat.

Pour l’heure, les réactions de l’état-major de la marine à ces débats montrent que l’échéance d’un déploiement militaire significatif hors des frontières de la République populaire est encore éloignée. En mars 2010, l’Amiral Zhang Deshun, ancien vice-chef d’état-major de la marine, expliquait, en marge de la réunion annuelle de l’Assemblé nationale populaire, que «la marine chinoise n’avait ni l’intention, ni ne ressentait la nécessité d’établir des bases navales à l’étranger».

Ce rappel était approuvé par plusieurs amiraux en fonction, dont les commentaires ont été publiés sur le site de l’APL. Il était confirmé sans équivoque par le Quotidien du Peuple qui, le 13 décembre 2011, répétait que la Chine, dont les navires relâchent dans les ports étrangers pour leurs ravitaillements logistiques, notamment à Djibouti, à Oman et au Yémen, s’en tiendra strictement à ses principes excluant tout déploiement militaire à l’étranger.

Par cette mise au point, Pékin réagissait aux rumeurs d’une installation militaire chinoise aux Seychelles après la visite du ministre de la Défense. L’avenir dira si le bureau politique, placé sous la pression de l’APL, et dans le contexte d’une vaste rivalité stratégique avec les États-Unis, à quoi s’ajoutent les contraintes logistiques et sécuritaires des approvisionnements chinois en hydrocarbures, pourra encore tenir longtemps cette position vertueuse, grâce à laquelle il se démarque de Washington, dont il fustige l’entrisme militariste partout en Asie, et d’abord en mer de Chine du Sud et dans les pays de l’ASEAN.

*Le Général (2°s) François TORRÈS, ancien élève de l’INALCO, a servi comme responsable des Affaires chinoises à la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la défense. Il a également été attaché de défense à Pékin, Séoul, et Pnom-Penh.*



# Emploi tactique

# d’un groupe amphibie à un bâtiment

**dans le cadre du prépositionnement stratégique**

*Par le Capitaine de corvette GOURET*

***La diminution des effectifs prépositionnés le long de l’arc de crise fait reposer en partie sur des forces déployées en mer la responsabilité de l’intervention armée initiale en cas de survenance d’une crise menaçant les intérêts de la France. C’est un exemple de coopération opérationnelle efficace entre armée de Terre et Marine nationale.***

**D**ans le cadre de la réduction du format des armées françaises, découlant du Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale de 2008, le dispositif militaire prépositionné en Afrique a été réduit, diminuant de fait les capacités françaises d’intervention militaire sur ce continent[[9]](#footnote-9).

Afin de maintenir une capacité d’intervention armée initiale en cas de crise menaçant les intérêts de la France, des forces amphibies peuvent être prépositionnées en mer. Conduit depuis quelques années dans le cadre des missions «Jeanne d’Arc», le déploiement d’un groupe amphibie à un bâtiment (GA1) constitue une solution efficace, sans empreinte permanente en sol étranger et au coût maîtrisé.

Un GA1 dispose en effet de capacités militaires caractérisées par une grande mobilité opérative qu’il convient de continuer à développer.

Centré sur un bâtiment de projection et de commandement[[10]](#footnote-10) (BPC), un GA1 regroupe les forces militaires nécessaires pour mener une action d’urgence, limitée dans le temps et dans l’espace, face à un adversaire aux capacités modestes. Il est en effet capable de projeter, soutenir et appuyer une force aéroterrestre cohérente, éventuellement renforcée d’unités spécialisées directement venues de métropole.

Un GA1 est composé d’un BPC embarquant un élément de commandement terrestre, un groupement tactique embarqué[[11]](#footnote-11) (GTE) et une composante forces spéciales, et d’une frégate, apte à l’escorte hauturière comme à l’appui-feu naval. Disposant de ses propres moyens de projection (hélicoptères de manœuvre et drome amphibie[[12]](#footnote-12)), il est apte à projeter un sous-groupement tactique interarmes d’infanterie blindée[[13]](#footnote-13) appuyé par un groupement aéromobile[[14]](#footnote-14), et à en assurer le soutien logistique et sanitaire. Ces caractéristiques génériques sont modulables à souhait (augmentation de la composante aéromobile, de la composante santé, des effectifs…) en cours de déploiement à l’occasion de relâches opérationnelles dans les points d’appui français du théâtre[[15]](#footnote-15). Par ailleurs, un GA1 peut recevoir par aérolargage en mer, sous très faible préavis, des renforts en forces spéciales, dans le cas du déclenchement impromptu d’une opération. Cette possibilité permet de maintenir à un haut niveau de disponibilité opérationnelle des forces rares en métropole, tout en conservant une excellente réactivité dans l’arc de crise[[16]](#footnote-16). Un GA1 constitue donc un outil cohérent, relativement puissant et facilement modulable en cours de mission.

Afin de maintenir le niveau opérationnel du GTE dans la durée d’un déploiement[[17]](#footnote-17), il convient de planifier de façon régulière des exercices amphibies ou purement terrestres. En effet, si les conditions de vie sur un BPC permettent de maintenir la condition physique des troupes et d’entretenir les savoir-faire en termes d’actes individuels de base du combattant, elles ne permettent pas de travailler les savoir-faire tactiques en unité constituée. Ces exercices, outre leur intérêt opérationnel, permettent d’entretenir les liens existant avec les différentes armées amies du théâtre par des manœuvres communes ou des mises en place de détachements d’instruction opérationnelle (DIO). Dans ce domaine, les possibilités offertes par le prépositionnement amphibie permettent de compenser partiellement le retrait d’une partie de nos forces de la terre africaine.

En cas de crise menaçant les intérêts français, si une action militaire est décidée, elle pourra prendre la forme d’un raid très limité dans le temps visant, par exemple, à évacuer des ressortissants ou, *a contrario*, celle d’une opération de plus grande ampleur, tant par ses effectifs que par sa durée. Dans le cadre de ces deux scenarii, un GA1 est à même de mener, de façon autonome, un raid amphibie sur une élongation limitée ou de saisir un point d’entrée, dans l’attente de renforts. Il peut également intervenir en premier dans le cas d’une catastrophe naturelle; sa plus value réside alors dans les infrastructures hospitalières du BPC ainsi que dans ses capacités de soutien des moyens de secours engagés par la France.

Ces capacités d’intervention sont servies par la mobilité opérative et tactique inhérente à la nature maritime du prépositionnement.

Ainsi, profitant de la liberté de navigation en haute mer et de sa vitesse de transit, un GA1 constitue une force mobile, totalement libre de ses mouvements. Il permet donc, malgré son format modeste, de fournir une force de réaction rapide sur l’ensemble de la façade maritime d’un vaste théâtre.

En effet, un GA1 peut parcourir environ 650 km par jour, ce qui lui permet de se projeter rapidement avec l’ensemble de ses moyens lourds sur un théâtre depuis la haute mer ou un point d’appui français. En particulier, il lui suffit de 6 jours de transit pour traverser le théâtre est-africain, de la Réunion à Djibouti, ou pour rallier tout point de la côte ouest-africaine depuis le Gabon. Ces capacités de projection sont à comparer à celles offertes par les moyens aériens actuellement positionnés sur le territoire africain: quatre à six avions de transport tactique C-160 Transall. Ceux-ci ne permettent de projeter qu’à peine deux compagnies d’infanterie sans leurs véhicules, sous réserve de bénéficier de l’ensemble des autorisations de survol entre les bases de stationnement et le lieu de l’action, et de l’autorisation d’escales techniques de ravitaillement[[18]](#footnote-18). La projection des véhicules ne peut s’effectuer que par la suite, éventuellement à l’aide d’avions de transport stratégique venus de France ou affrétés. Notons cependant que ces capacités d’aérotransport seront naturellement renforcées dans un futur proche par le remplacement des Transall vieillissants par des C-130 Hercules, en attendant la mise en service des A-400M, ce qui constituera une réelle révolution capacitaire. Un GA1 permet également de disposer d’une réserve opérative à faible visibilité[[19]](#footnote-19), mais projetable sous faible préavis. Cette possibilité permet de renforcer un dispositif de façon discrète, ce qui est capital tant d’un point de vue militaire que d’un point de vue médiatique et politique[[20]](#footnote-20).

D’un point de vue tactique, les possibilités offertes par un mode d’action amphibie permettent d’appliquer un effort en tout point d’une côte, en laissant planer l’incertitude jusqu’au déclenchement de l’intervention. En effet, s’il est illusoire d’intervenir avec un GA1 face à un ennemi solidement installé, une des grandes forces des modes d’action amphibies réside dans la conservation de l’initiative par le choix du lieu et de l’heure de l’action. Une force amphibie bien renseignée aura donc la possibilité d’intervenir par surprise, au moment qui lui convient le mieux, là où l’ennemi est le plus faible. Dans le cadre d’une action coordonnée avec des forces amies déjà installées sur le territoire, un GA1 est à même de mener des opérations de déception, afin de distraire une partie des forces ennemies en les forçant à défendre leurs côtes.

Un GA1 constitue donc un outil d’intervention remarquable sur l’ensemble de la frange littorale. Son action est, en revanche, rapidement limitée dans la profondeur des terres[[21]](#footnote-21). Les déploiements amphibies ne sauraient donc remplacer à eux seuls les forces prépositionnées en Afrique, mais combleraient partiellement les limitations dues à leur réduction en offrant une capacité à prendre pied en tout point de la côte.

Peu d’opérations amphibies ayant été menées dans un passé récent par la France[[22]](#footnote-22), il est souhaitable d’accompagner le déploiement de GA1 d’une réflexion tant technique que tactique. En effet, afin d’en optimiser l’emploi, il convient d’élargir les zones possibles de mise à terre par une étude régulière des sites de plageage, tout en augmentant nos capacités à mener des opérations en milieu non permissif, face à un ennemi aux capacités significatives. Cette optimisation passe par le développement de nos capacités d’aérocombat, d’aéromobilité et d’assaut d’une plage tenue par l’ennemi.

Les opérations du groupement aéromobile (GAM) basé sur les BPC à l’occasion de l’opération «Harmattan» ont mis en évidence notre capacité à mener des opérations d’aérocombat depuis la mer, face à un ennemi équipé de moyens terrestres lourds, mais dépourvu de défense aérienne de théâtre[[23]](#footnote-23). Ces opérations, permettent d’affirmer qu’un GA1 est à même de mener un raid héliporté depuis la mer directement vers l’objectif[[24]](#footnote-24), y compris en milieu non permissif, quelle que soit la topographie de la côte.

Si ce mode d’action permet de mener des actions de destruction en profondeur ou de dépose de troupes légères, il exclut l’engagement de moyens terrestres lourds. Il est donc cantonné à des actions ponctuelles, très limitées dans le temps.

L’engagement de moyens lourds est, en effet, subordonné à l’emploi d’un port ami ou à la saisie d’une plage répondant tant aux besoins nautiques qu’aux besoins tactiques du combat terrestre[[25]](#footnote-25). Cette saisie constituant le principal moment de vulnérabilité d’une force amphibie, il convient d’y porter un intérêt tout particulier.

La capacité à pénétrer par une plage sur toutes les façades maritimes d’un théâtre repose en premier lieu sur la connaissance fine de l’ensemble de ses franges littorales. En effet, l’employabilité d’une plage ne peut être déclarée qu’après une étude *in situ*, comportant nécessairement une exploration subaquatique. Elle ne peut en aucun cas être déduite de la seule étude d’imagerie d’origine aérienne ou satellitaire. S’affranchir de cette étude reviendrait à prendre le risque de voir la drome amphibie incapable de s’approcher au moment de l’assaut ou au contraire s’échouer de façon irrécupérable, risque inacceptable au vu de la rareté de la ressource[[26]](#footnote-26). Si ces reconnaissances peuvent être effectuées de façon discrète et dans l’urgence par des forces spéciales, il est préférable de disposer d’une large base de données des sites employables sur l’ensemble du littoral de l’arc de crise, afin de planifier d’éventuelles opérations sur des bases réalistes. Etablis et entretenus par la Marine[[27]](#footnote-27), ces dossiers de site doivent faire l’objet d’une attention particulière. Toute occasion d’interaction avec les forces armées d’un pays disposant d’un accès à la mer[[28]](#footnote-28) doit être mise à profit pour les enrichir. Il s’agit ici d’un état d’esprit particulier à faire acquérir à l’ensemble de la communauté militaire impliquée sur le théâtre[[29]](#footnote-29).

Une fois la plage choisie, sur des critères principalement techniques, il convient d’y prendre pied, éventuellement face à une résistance ennemie. Cette conquête repose sur la capacité des forces à transiter rapidement par voie maritime depuis le BPC jusqu’à la plage, puis à pouvoir y mener un combat motorisé au plus tôt.

Jusqu’à une période récente, les moyens, tant nautiques que terrestres, ne permettaient pas de prendre d’assaut une plage défendue. La conquête par opération héliportée demeurait la seule option. Les renforts n’arrivaient ensuite que lentement par voie maritime et nécessitaient de lourds aménagements de la plage avant d’être à même de combattre avec leurs véhicules.

En effet, jusqu’à la mise en service opérationnelle de l’EDAR, le seul vecteur nautique utilisable entre un BPC et la côte était le chaland de transport de matériel (CTM). À même de transporter une section avec une partie de ses véhicules à une vitesse de huit à dix nœuds, il lui fallait près de quatre heures pour assurer le lien entre un BPC naviguant à distance de sécurité[[30]](#footnote-30) de la côte et la plage, soit un cycle de huit heures entre deux vagues, ce qui est opérationnellement très peu acceptable. En outre, le premier véhicule devant débarquer des CTM n’était pas un véhicule tactique, mais… un bulldozer[[31]](#footnote-31), indispensable pour aménager la plage et la rendre praticable pour des véhicules à roues. Une fois encore, il est hors de question, dans ces conditions, de mener un combat sur la plage.

Cependant, ces limitations, prises en compte par la formulation actuelle de la doctrine amphibie, qui exclut de débarquer sur une plage tenue, pourraient être levées par l’entrée en service de nouveaux matériels maritimes et terrestres.

En effet, l’EDAR, nouvellement admis au service actif, présente des performances plus que doublées par rapport au CTM, tant en ce qui concerne la vitesse de transit à pleine charge[[32]](#footnote-32) qu’en ce qui concerne l’emport tactique. Ce nouveau moyen permet donc, en particulier, de réduire de moitié le délai entre deux vagues d’assaut tout en transportant toutes les combinaisons tactiques possibles de véhicules de niveau section/peloton[[33]](#footnote-33).

Cette révolution technique est complétée par l’équipement progressif des forces en véhicules à haute mobilité (VHM), chenillettes dérivées du BV206 de BAE-HAGGLUNDS et commandées à 129 exemplaires par l’armée de Terre. Ces véhicules, disposant d’une protection balistique et d’armes de bord, transportent un groupe de combat et peuvent évoluer de façon autonome sur le sol meuble d’une plage non aménagée, franchir un gué, voire naviguer quelques dizaines de mètres. Grâce à ces nouveaux véhicules, les troupes débarquées sont à même de mener un combat motorisé dès leur arrivée sur la plage afin de contribuer à sa conquête, venant en renfort des troupes héliportées et des forces spéciales opérant dans le cadre des forces avancées, appuyées par l’artillerie de la frégate d’escorte[[34]](#footnote-34). La plage ainsi conquise et tenue sera ensuite aménagée pour permettre le débarquement des autres véhicules de la force (VAB, AMX-10 RC, VBL et camions logistiques).

L’entrée en service de ces nouveaux matériels permet donc d’envisager des scenarii d’engagements plus durs, à volume de forces égal, augmentant d’autant les possibilités d’intervention d’une force amphibie.

Le prépositionnement amphibie permet donc à la France de réduire son dispositif militaire sur le continent africain sans trop obérer sa capacité à intervenir rapidement, en réponse à une crise sécuritaire ou humanitaire, et à mener des opérations de coopération avec les forces armées locales. Les matériels nouveaux entrant actuellement en service renforcent encore la crédibilité de cet outil, dont l’emploi efficace nécessite une réelle synergie interarmées. En revanche, ils ne remplacent pas la connaissance mutuelle des acteurs, dont découlent les relations cordiales actuelles, acquises au fil des décennies de cohabitation sur le terrain, qu’il revient aux unités engagées dans des missions de coopération de continuer à entretenir.

*Le Capitaine de corvette GOURET, actuellement stagiaire de la 19ème promotion de l’École de Guerre, a passé toute sa carrière sur bâtiment de surface, principalement au sein du groupe aéronaval et du groupe amphibie.*



# Les équipements de l’armée de terre confrontés à un équilibre à trouver entre rusticité et haute technologie

*Par l’Ingénieur général des études et techniques de l’armement de 2ème classe Eric WARINGHEM*

*et le Colonel Patrick PERRET*

***Cet équilibre entre rusticité et haute technologie est une (la?) réponse au défi que représentent en matière d’équipements les engagements toujours plus diversifiés et protéiformes de l’armée de Terre.***

**L**e futur Maréchal Foch ne disait-il déjà pas, à l’aube des grandes guerres industrielles, «*Nous, terriens, nous avons des armes pour équiper nos hommes, vous, marins, vous avez des hommes pour armer vos bateaux*». Cette maxime garde aujourd’hui toute sa pertinence et résume assez bien le défi auquel se trouve confronté l’ingénieur lorsqu’il doit concevoir l’équipement des forces terrestres. La question se pose effectivement du point d’équilibre entre «systèmes d’armes» et «systèmes d’hommes», et le nécessaire refus des deux extrêmes que constituent le «tout technologique» et une composante terrestre parfois peu encline aux apports techniques au nom d’une rusticité à tout prix, refusant de s’équiper de matériels estimés trop complexes, inutilement sophistiqués, et bien évidemment trop coûteux.

Dans les années 2000, les armées françaises ont su résister à la tentation du «tout technologique» et de la guerre en réseau, *Network Centric Warfare* et *Future Combat System*, termes prônés par les Américains. En effet, au travers du concept de la bulle opérationnelle aéroterrestre (BOA), puis du programme d’ensemble SCORPION, l’armée de Terre a développé une approche originale, qui relativise la performance intrinsèque des équipements et donne la primeur au maintien permanent d’une cohérence capacitaire d’ensemble. Celle-ci repose sur une doctrine d’emploi, une organisation, des combattants formés et entraînés et, enfin, sur des équipements et leur soutien. Cette cohérence est assurée du fait de l’appropriation par la DGA, en liaison avec l’armée de Terre, des différents facteurs d’efficacité opérationnelle et du développement de la notion d’«infovalorisation», qui vise à tirer le meilleur parti des technologies de l’information, sans pour autant tomber dans le piège de leur dépendance. Ceci est d’autant plus nécessaire que le milieu terrestre se caractérise, plus que les autres, par un enchevêtrement des différentes phases dans une même opération, une importance réaffirmée pour les zones urbaines, un rôle accru des populations locales et un poids logistique de plus en plus lourd.

Aujourd’hui, les armées occidentales, quelle que soit leur situation budgétaire, sont confrontées au renouvellement de leurs parcs de matériels issus de la guerre froide, dans un contexte marqué à la fois par des théâtres opérationnels ouverts (Irak et Afghanistan), mais également par l’industrie, qui souhaite bien être présente avec des solutions technologiques innovantes. L’armée de Terre se trouve dans la situation inédite d’avoir plus de solutions élémentaires que nécessaires à ses besoins et de devoir faire des choix pour des équipements qui, à l’inverse du monde civil, l’engagent pour des décennies.

C’est ce qui a, par exemple, été fait sur le VBCI et le système combattant FELIN, qui constituent tout l’enjeu du système SCORPION fédérant les plates-formes et systèmes d’armes pour l’engagement terrestre de demain. Les travaux sont actuellement en cours et reposent sur deux principes fondamentaux qui sont de véritables défis de conception:

* **Simplicité/robustesse,** parce que le milieu terrestre est agressif et imprévisible, mais surtout parce que le combattant reste l’élément clé et qu’il ne doit pas devenir un simple opérateur de système;
* **Adaptabilité,** parceque les engagements opérationnels sont et resteront variés, ce qui rend illusoire de vouloir développer des équipements dédiés à un type d’engagement précis.

On assiste ainsi à une véritable révolution dans les cycles de développement, de production et d’emploi des équipements. Cette révolution est d’ores et déjà lancée et les premiers résultats sont encourageants. La France est aujourd’hui, avec les États-Unis, la seule nation à pouvoir disposer de brigades opérationnelles interarmes numérisées. Elle est également la seule à déployer un système combattant intégré alors que ses partenaires sont toujours au stade du démonstrateur. Enfin, elle mène à bien l’opération d’ensemble SCORPION alors que le très important programme américain FCS[[35]](#footnote-35) vient de disparaître et que le futur système britannique *(Future Rapid Effect System*, FRES) n’est encore qu’un simple «document papier».

Il s’agit donc réellement d’un équilibre à trouver entre simple rusticité et technicité trop poussée, qui seraient l’une et l’autre trop éloignées des besoins réels du terrain. Cet équilibre nécessite un dialogue permanent entre «opérationnels» et «ingénieurs», où chacun doit bien comprendre l’apport de l’autre. L’armée de Terre est demandeuse de matériels sophistiqués à même de lui donner l’avantage sur l’adversaire, mais qui doivent rester simples d’emploi et utilisables facilement par ses soldats.

*L’Ingénieur général des études et techniques de l’armement de 2ème classe Eric Waringhem est directeur du Centre d’analyse technico-opérationnelle de défense (CATOD) de la Délégation générale pour l’armement. Spécialiste de l’armement terrestre, il a également été directeur adjoint du Centre interarmées de concepts, de développements de d’expérimentation (CICDE).*

*Le Colonel Patrick Perret est adjoint «terre» du directeur du Service d’architecture des systèmes de forces (SASF) de la Délégation générale pour l’armement. Il a également servi à l’EMAT et, plus récemment, comme attaché de défense en Tunisie.*



## Libres opinions[[36]](#footnote-36)



**Servir dans la Réserve:**

**le sens et l’intérêt de l’engagement**

# *Par le Commandant (R.) Thibault RICHARD*

***Pour l’auteur, une certitude: le réserviste opérationnel, au service de la Nation, de Sa nation, est un militaire reconnu, indispensable aux opérations modernes, complément naturel de ses camarades d’active. Mais aussi une demande forte: il attend de ses autorités politiques et militaires un cadre d’engagement consolidé et, de Sa nation, la reconnaissance de ce qu’il est et de ce qu’il représente.***

Le sens de l’engagement d’un cadre de la société civile au profit des armées échappe encore à bien des Français. Avec d’évidentes nuances, ce sens est pourtant clair et mieux reconnu par d’autres nations. Au demeurant, il n’est qu’une déclinaison de l’engagement plus large qui pousse de nombreux citoyens à se mettre au service de la collectivité, d’une manière ou d’une autre.

Il reste que le métier des armes est encore synonyme de brutalité dans bien des esprits. À l’échelle internationale, les exemples de forces militaires dévoyées par des dirigeants corrompus et égoïstes ne manquent pas. Haïr ou craindre le soldat parce qu’il peut tuer ou simplement contraindre, c’est oublier que «le» soldat n’existe pas. L’approche globalisante est particulièrement réductrice. «Les» soldats, en revanche, existent bien et – dans leur diversité – ils sont le plus souvent un miroir de leur société. C’est oublier aussi que – dans une démocratie – le sens profond et l’expression ultime de leur engagement sont de se sacrifier si nécessaire au profit de la protection de tous… et donc de ceux-là même qui peuvent les haïr ou les craindre… C’est oublier, enfin, la grande diversité des missions des armées modernes de nos pays post-industriels. Le soldat qui sert dans l’armée d’une nation démocratique est heureusement très différent de son «*alter ego*» œuvrant au profit d’un régime autoritaire ou totalitaire. Juger sans prendre en compte le référentiel politique et culturel est en conséquence sans grand intérêt et sans grande pertinence.

Militaires d’active et cadres et soldats de la réserve opérationnelle sont également touchés par ces peurs résiduelles qui travaillent encore en profondeur la société française, et qui sont évidemment les restes actifs d’une histoire tumultueuse. Un travail ambitieux et opiniâtre d’explication et de communication peut aider à améliorer encore l’image de l’armée dans la Nation, dans SA Nation. Dans cet objectif, le réserviste opérationnel est un outil d’une très grande efficacité qu’il convient d’utiliser au mieux. C’est aussi une ressource fragile qui doit être appréciée et préservée à sa juste valeur.

\*

\* \*

La spécificité du réserviste réside bien dans l’esprit de défense dont il est animé et dans le choix qu’il a initialement fait et qu’il continue à faire, de se couler – lui, le civil – dans le monde rigoureux et complexe de l’institution militaire. C’est bien cela qui étonne, et parfois irrite, dans une nation réputée pour sa difficulté à se plier aux règles, et qui n’admet qu’avec une certaine réticence que l’intérêt individuel puisse, *in fine*, être subordonné à l’intérêt collectif. Pour être plus juste, de nombreux citoyens peinent à comprendre que l’intérêt collectif n’est pas tout à fait la somme d’intérêts individuels.

Accepter d’obéir et attendre l’obéissance, s’inscrire dans le cadre d’un rapport hiérarchique, s’approprier un cadre réglementaire, tout cela n’est pas une forme de fascisme moderne, mais résulte simplement du souci de faire fonctionner une société de manière cohérente et utile. Ce souci ne s’oppose en rien à l’aspiration à une légitime liberté individuelle. De toute manière, il faut rappeler avec persévérance, avec obstination que l’anarchie n’est qu’une utopie, et que dénoncer l’autorité comme un mal absolu revient en définitive à assurer à l’auteur de la critique sa propre autorité sur tous ceux qui n’osent pas entrer dans le débat, de peur de passer pour les partisans d’un épouvantable totalitarisme…

Volonté de servir – non pas au nom d’un nationalisme étroit et exclusivement cocardier, mais bien au profit d’un patriotisme ouvert, parfaitement compatible avec un idéal européen maîtrisé et un vrai respect des différences si elles se traduisent pas un apport et non par une exclusion. Sens du devoir, acceptation réfléchie de la contrainte, goût de l’engagement collectif, envie de se dépasser, volonté de découvrir et de faire partager d’autres pratiques professionnelles, souhait de repousser ses limites et de ne pas céder à la facilité… les motivations du réserviste sont nombreuses et éminemment respectables.

\*

\* \*

Il faut aussi aborder une dimension tout à fait essentielle de notre engagement à l’échelle de notre pays et de notre Nation. Civil dans son emploi premier, militaire professionnel à temps partiel ou partagé dans son emploi second, pour reprendre un mot prêté au Général Billot, le réserviste est une interface entre deux sociétés qui doivent nécessairement vivre en parfaite osmose, mais qui rencontrent encore bien des difficultés pour se comprendre. Pourtant, ce fameux lien Armées/Nation peut et doit être un ciment puissant au profit d’une nation malmenée par les défis nombreux et mobiles de l’adaptation au monde multiforme du XXIème siècle. Par leur connaissance intime du risque et leur maîtrise de la peur, les militaires peuvent beaucoup apporter à un peuple trop nettement englué dans le climat anxiogène que l’on sait.

Nous avons cette chance rare de pouvoir bien connaître ces deux mondes, nous avons le devoir de partager notre connaissance pour le bénéfice de tous. Nos parcours si variés intéressent nos camarades d’active et notre expérience militaire doit pouvoir – dans le civil – faire réfléchir nos collègues, nourrir nos chefs et servir nos subordonnés.

Ingénieurs, juristes, professeurs du primaire, du secondaire ou du supérieur, éleveurs de chiens, policiers, journalistes, chefs d’entreprise, avocats, commerçants, techniciens, responsables commerciaux, agriculteurs, informaticiens, journalistes, médecins… notre diversité est l’une de nos richesses. L’expression n’est pas galvaudée. La réserve opérationnelle de l’armée de Terre est riche. Riche de ses compétences, de son engagement citoyen et de sa haute valeur morale. Les presque 18.000 hommes et femmes qui la composent viennent d’horizons très divers et de milieux différents. Ils n’ont pas le même parcours personnel, n’ont ni les mêmes goûts ni les mêmes envies, ne partagent pas les mêmes convictions politiques et religieuses et, pourtant, ils constituent un groupe rendu homogène par le sens du service et l’esprit d’engagement qu’ils partagent. De l’artisan au chef d’entreprise, du cadre subalterne au grand serviteur de l’État, tous, ou presque, ont l’ambition commune de vivre à temps partagé l’exaltante aventure du service de l’État dans le cadre prestigieux et exigeant du métier des armes. Paroles, paroles… diront certains en esquissant un sourire entendu. Encore de la «com»! Et bien non! Il y a dans l’armée française en général, et dans la réserve opérationnelle de l’armée de Terre en particulier, cette conviction profonde que «servir» n’est pas une attitude passéiste. Cette conviction que vouer sa vie au service de la collectivité est une très noble et très utile manière de passer une partie de son temps sur cette Terre. Il ne faut pas galvauder certains mots, mais il ne faut pas non plus en rire au prétexte fallacieux qu’ils ne sont plus en phase avec les réalités d’aujourd’hui. On peut être parfaitement de son temps, en connexion permanente avec le monde mouvant qui nous entoure ET faire vivre les valeurs de solidarité, d’entraide et de défense d’un pays et d’un peuple. L’armée française n’a d’ailleurs pas la prétention – ses réservistes encore moins – d’être le seul dépositaire d’un Saint Graal d’exemplarité. Nous pensons simplement – à côté de tant d’autres – incarner une certaine idée de la France, une France ouverte, une France moderne, une France généreuse, mais aussi une France capable de préserver ses forces, ses valeurs et son identité.

Prendre le temps de partager nos constats, nos réflexions, nos idées, nos critiques, c’est apporter aux militaires d’active une meilleure connaissance du monde civil. C’est aussi leur apporter un autre regard sur leurs pratiques. Parler de nos emplois militaires dans un cadre civil, témoigner de l’ouverture du monde de la Défense, de sa fraternité et de ses difficultés, de ses enjeux, de ses fragilités, c’est faire prendre conscience à bien des gens de ce qu’est réellement le monde des armées. Certes, il est bien difficile de prendre la mesure de l’engagement de nos forces sans vivre ce dernier ne serait-ce qu’un peu. Il faut sans cesse rappeler que, pour nombre de cadres d’active des quatre armées, le métier est une immersion, un véritable sacerdoce. Raconter nos expériences en régiment, en état-major, à l’étranger, en opérations extérieures, c’est «faire comprendre», au sens propre du terme.

Ce dernier objectif n’est pas convenablement atteint. La réserve opérationnelle est discrète. Trop discrète. Faute peut-être d’efforts suffisants ou d’une société suffisamment réceptive, de nombreux réservistes cachent leur engagement sur leur lieu de travail. Quant aux activités militaires, une fois sous l’uniforme, rien ne les distingue plus de leurs camarades d’active. C’est d’ailleurs la première et peut être la plus belle reconnaissance que d’arriver à faire oublier son statut par la qualité de son travail et la force de son engagement. Cette discrétion est évidemment un problème. Dans une société dominée par l’image, le réserviste n’est pas suffisamment visible. Le problème se pose plus d’ailleurs hors de l’institution militaire qu’en son sein. Les militaires d’actives connaissent finalement assez bien leurs camarades de réserve et, si des progrès peuvent et doivent être accomplis, c’est bien dans la société civile que le déficit d’image est le plus flagrant. Le terme même de réserviste, un peu ringard, un peu péjoratif, fait parfois songer à une arrière-boutique, à un sympathique méchoui bien arrosé organisé dans une clairière après une chaude journée de la fin du printemps… au mieux à un vieux Cognac. Au-delà de la boutade, ce déficit n’est toujours pas comblé, alors même que, depuis près de quinze ans, la réserve opérationnelle a produit un effort d’adaptation équivalent à celui de l’armée d’active. Nouveaux équipements, nouvelles procédures, nouveaux termes, nouveaux cadres d’emploi, nouvelles règles… les réservistes ont su relever le lourd défi de la reconstruction et de la professionnalisation, devenant bien des professionnels à temps partiel et assumant parfaitement ce titre.

Aussi, la nécessité de communiquer, de transmettre, de dire… s’impose. Elle s’impose tous les jours. Sans faire du lobbying forcené ou du prosélytisme incessant, il nous appartient, en tant que citoyens responsables et actifs, de faire savoir à la société civile que notre armée est SON armée. Il nous appartient aussi de brosser le tableau le plus juste possible à nos camarades d’active de la société si diverse qu’ils ont fait le choix de défendre. Ce travail est fait tout entier de pédagogie, de patience et d’opiniâtreté. Il ne s’agit pas de jeter une graine sur le sol pour voir jaillir un chêne de terre, mais bien de regarder lentement pousser la plante et de veiller à sa bonne croissance par l’intérêt prolongé que l’on aura pour elle.

Notre engagement citoyen trouve dans cette autre mission toute sa justification. La méconnaissance fait trop souvent le lit des idées fausses et la crainte est, depuis la nuit des temps, mère de la haine. Transmettre, expliquer, dire… voilà bien un acte citoyen.

De plus, les compétences acquises dans le monde militaire ne trouvent pas leurs limites aux bornes de ce monde. Un nombre croissant d’employeurs reconnaît toute la valeur de l’expérience militaire de leurs cadres réservistes. C’est l’esprit des conventions proposées aux entreprises ou aux collectivités par le CSRM[[37]](#footnote-37), qui leur permettent d’utiliser le titre de «partenaire de la Défense» en contrepartie de facilités accordées à ceux qui, en leur sein, mènent des activités de réserve. L’aptitude au commandement, le sens de l’autre, l’aguerrissement qui permet de rester opérationnel en dépit de la fatigue, les connaissances militaires, tout cela représente une «valeur» au sens premier du terme. Après plusieurs décennies de triomphe exclusif des impératifs de production et de rentabilité, le retour à la «valeur travail» qui semble enfin s’opérer donne une nouvelle fois tous son sens à notre double expérience.

\*

\* \*

Il reste que le statut de cadre de réserve n’est pas une rente de situation. Comme tout statut professionnel, il se mérite par la qualité du travail fourni, par le désir de se former au plus près des besoins de l’institution et par le souci de se plier à ces besoins. Il en va bien entendu du réserviste comme du militaire d’active, du boulanger comme du professeur, beaucoup sont efficaces, la très grande majorité même… et quelques-uns ne le sont pas. Fort heureusement, les exigences récentes de la professionnalisation de nos armées mais aussi les exigences de disponibilité dans la durée sont des filtres efficaces qui ont pour effet de créer une population de réservistes réduite mais plus homogène et plus cohérente que bien d’autres. Pour s’intégrer à cette population, il suffit en réalité de faire ses preuves jour après jour afin de n’être plus qu’un sous-officier ou un officier parmi d’autres, détenteur de la même confiance que les autres. C’est déjà là une belle récompense. Pour reprendre un mot de Péguy, il ne suffit par de vouloir faire bien pour réussir à bien faire…

La réserve opérationnelle est pourtant fragile. Variable d’ajustement dans les temps difficiles et durables d’une restriction budgétaire qui n’épargne personne, elle souffre de choix politiques fluctuants, parfois peu lisibles et son avenir n’apparaît jamais tout tracé. Entre Garde nationale à l’américaine, vivier de petites mains disponibles pour aider la population en cas de coup dur ou d’événement climatique exceptionnel et élément clé du dispositif opérationnel de l’armée de Terre, la réserve opérationnelle a parfois la tête qui tourne. Les vœux sont pieux, les mots sont doux… mais les réalités sont parfois bien différentes et trop de bons contrats ne sont pas reconduits pour de mauvaises raisons. Déceptions dans l’emploi militaire, contraintes trop fortes, manque de reconnaissance, changements trop fréquents d’objectifs et de règles… Souvent la mort dans l’âme, nos chefs militaires sont obligés de nous avouer que les promesses ne seront pas suivies ou pas tout à fait suivies, ou pas suivies très longtemps ou pas suivies du tout… Les contraintes administratives et réglementaires viennent s’ajouter à tout cela, les délais s’allongent et parfois une simple démarche devient un véritable parcours du combattant. Une partie des réservistes s’use et laisse tomber – souvent avec beaucoup de regret – un engagement devenu trop lourd à porter. Les raisons de ce processus sont nombreuses et les responsabilités sont partagées. L’action des responsables politiques qui peut être une source particulièrement puissante de réconfort se révèle être aussi créatrice de soucis et de fragilités.

En effet, comment imaginer fidéliser un engagement aussi intense et durable sans lui fournir une lisibilité sans faille? Le bât blesse vraiment dans ces hésitations permanentes de nos acteurs politiques. L’insuffisance de la loi n’est d’ailleurs pas le seul problème. Il manque à la réserve opérationnelle la protection nécessaire du souffle de la volonté politique, la convergence absolue du «faire-savoir» et du «faire». La certitude rassurante qu’au-delà des clivages, une ligne politique consensuelle se dégage enfin et permette – sans craindre les alternances – de voir la réserve opérationnelle se développer sereinement, au service de son armée, au service de son pays.

Par où faut-il commencer pour créer enfin ces conditions favorables? Que faut-il attendre? En réalité, la question est mal posée. La bonne question est: que faut-il faire? En effet, les réservistes opérationnels de l’armée de Terre doivent prendre en main leur avenir sans attendre que le monde ne vienne se prosterner à leurs pieds. Ils doivent s’afficher, se montrer, revendiquer leur engagement! Sans aller jusqu’à une *Reserve Pride*, où des réservistes jeunes, beaux et souriants s’afficheraient sur des chars de carnaval, on peut néanmoins imaginer un effort conjoint et partagé pour que, tous ensemble, nous assumions mieux notre double vie, pour que, tous ensemble, nous devenions les acteurs de notre futur.

\*

\* \*

En des temps où l’esprit de jouissance semble trop souvent l’emporter sur l’esprit de sacrifice, ou du moins sur l’esprit de service, la motivation du cadre de réserve doit être à la mesure de ses ambitions citoyennes: liée simplement au souci de servir un pays, une nation, un peuple, avec honneur et, comme le disait autrefois le Général de Gaulle, porter «une certaine idée de la France». Aucun orgueil lorsqu’il s’agit non pas d’être un modèle, mais simplement de se comporter de manière irréprochable, exemplaire. Notre pays, notre jeunesse ont grand besoin de repères, de références. Nous pouvons – chacun à sa mesure – avec modestie, être une référence. Saisissons cette chance de donner au mot citoyen toute sa force. Notre engagement est souvent contraignant, mais s’il ne l’était pas, quel sens aurait-il? La contrainte acceptée, justifiée par le souci de l’Autre n’est d’ailleurs pas une souffrance, elle est la nécessaire et douce compagne de la liberté.

\*

\* \*

En conséquence, le sentiment très net de contribuer réellement à l’effort collectif de défense est une source de satisfactions profondes. Une lente évolution de la société française est d’ailleurs palpable. Elle va vers une reconnaissance et un respect plus net et mieux marqué à l’égard des réservistes, dont Winston Churchill disait en d’autres temps qu’ils étaient deux fois citoyens.

La poursuite de ce mouvement n’est pourtant pas assurée. Les réservistes d’aujourd’hui sont encore en partie issus de l’ancien monde, celui de la conscription. Que sera la réserve de demain? Elle ne peut, elle ne doit pas être composée seulement de cadres d’active à la retraite. Chaque réserviste issu de la société civile est dépositaire d’une part du potentiel de cette évolution. Nous devons donner aux plus jeunes l’envie de servir, faire connaître le monde passionnant de la réserve opérationnelle… et transmettre le flambeau. Il s’agit d’œuvrer en visant l’excellence dans la durée, non pour elle-même, mais bien parce que SERVIR son armée, et donc évidemment son pays, ne peut se concevoir dans la médiocrité.

**Expliquons, écrivons, racontons…; inlassablement mettons en avant et en valeur nos choix et nos spécificités. Montrons nos forces, le bénéfice que nos employeurs peuvent en tirer, l’avantage évident pour l’institution d’une force formée, souple et solide, prête à l’épauler. Alors les choses finiront par changer et la réserve opérationnelle prendra sa place, toute sa place. C’est là une certitude qui doit alimenter nos convictions et notre engagement.**

*ORSEM de la promotion «Colonel JOUVEL» (1995), le Commandant (R) Thibault RICHARD est actuellement chef du bureau RE/RI/COM du Pôle Réserves Terre / ESORSEM par intérim. Il a précédemment servi dans divers régiments de réserve puis au 526ème R.T. et à l’état-major de la première brigade logistique comme officier communication. Dans le civil, il est professeur d’histoire et de géographie au lycée Jean-Pierre Vernant de Sèvres où il enseigne en classes de première et de terminale à des élèves de sections nationales et internationales. Docteur en polémologie contemporaine, il a publié sept ouvrages depuis 1999 dont le dernier «France mai-juin 1940 – l’ampleur d’un désastre» est paru en octobre 2010 aux éditions Patrimoines et Médias.*



**Militaires: un communautarisme positif**

*Par le Lieutenant-colonel François-Régis JAMINET*

***Par opposition à un individualisme exacerbé et à un communautarisme hermétique et de repli identitaire, tous deux générateurs de dissensions potentielles, l’auteur défend l’idée d’un communautarisme propice à l’épanouissement du lien social. Il s’inspire de l’exemple de la communauté militaire et de sa spécificité pour nourrir sa réflexion.***

***«La multiplication de l’âme individuelle par l’âme de tous»***

*Jean Jaurès, (définition de la patrie)*

**P**oussée des phénomènes communautaristes, constitution de réseaux de désobéissance, mal-être professionnel aux conséquences individuelles parfois dramatiques, assistanat subi ou recherché, les manifestations du délitement du lien social se multiplient dans l’ensemble des sphères de notre communauté nationale.

Face à cette situation, la capacité du politique à encadrer les mutations collectives semble s’essouffler. Jusqu’à présent, la voie de la régulation législative ou réglementaire a été privilégiée. Mais force est de constater que les lois, comme les textes «mémoriels» ou la mise en œuvre de dispositifs de rattrapage scolaire ciblés, pour en rester à quelques cas emblématiques, ne parviennent que très imparfaitement à répondre au malaise profond de notre société. Partant, c’est la légitimité même de nos institutions à donner du sens qui est aujourd’hui remise en cause, parfois par ceux-là mêmes qui devraient l’incarner. Qu’il s’agisse d’élus refusant d’appliquer la loi au nom d’une «résistance citoyenne», de personnes de l’Éducation nationale choisissant de ne pas mettre en œuvre les directives ministérielles ou de faucheurs délinquants devenus des icônes intouchables, les exemples de schizophrénie sociétale foisonnent.

Vu de France, dans un pays où l’État a précédé la Nation, se satisfaire de cette confusion ambiante est potentiellement mortifère. C’est notre «vouloir vivre ensemble» qui est en voie de dilution sous les coups conjugués d’un individualisme triomphant et d’un communautarisme naissant.

Loin de vouloir jouer le rôle d’une garde prétorienne d’un sentiment national à la dérive, l’institution militaire s’est adaptée à la société qu’elle défend et dont elle tire sa légitimité. Mais, dans le même temps, les forces armées ont su garder une vision propre de l’individu et de la vie en collectivité. Cette vision constante est fondée sur la spécificité militaire. Ce qui distingue le métier militaire de tout autre, c’est son rapport à la mort. Le soldat, dans sa finalité première et paroxystique, est un être à qui la nation délègue le droit de mettre fin à la vie de ceux qu’elle lui désigne comme ses adversaires. Ce droit exorbitant est assorti de devoirs qui le sont tout autant. Le soldat accepte en effet de mettre en danger sa propre vie. C’est fondamentalement cette proximité avec la mort violente qui demeure l’horizon indépassable du métier de soldat. Celui-ci est profondément structurant et conditionne tout un système de valeurs propres qui pourraient se synthétiser dans la notion de «frère d’armes». Ce concept n’est pas une vulgaire image d’Épinal, pas plus qu’un instrument de communication ou une technique de marketing, tant il est vrai que face à la mort nul ne peut tricher, et que devant l’adversaire personne ne doit se dédire. C’est une réalité, vivante et complexe, qui mérite que l’on s’attarde quelques instants sur son contenu.

Ainsi, à la question que se posent les décideurs: «quel citoyen voulons-nous pour quel type de communauté nationale?», les armées apportent une réponse singulière à bien des égards. Il faut aujourd’hui oser écrire qu’il existe un véritable communautarisme militaire. Conception selon laquelle l’organisation de la société en communautés prime sur l’exigence d’assimilation des individus, le communautarisme est le plus souvent connoté de manière négative. *A contrario* des idées reçues, il apparaît que le communautarisme militaire est à considérer de manière positive, tant du point de vue de l’individu que de celui de la Nation.

C’est tout d’abord une forme de relations humaines qui libère l’individu des dérèglements majeurs de l’individualisme contemporain par un juste équilibre entre responsabilité individuelle et contrôle hiérarchique. La comparaison avec le monde de l’entreprise est particulièrement significative de ce point de vue. Favorisé par une vision anglo-saxonne du management, l’individualisme s’est développé dans l’entreprise. L’affaiblissement de la notion traditionnelle de hiérarchie en a été la conséquence directe et immédiate. Ainsi, les modes d’organisation verticaux ont peu à peu cédé la place à des structures de type matriciel ou en réseau. L’intention était louable. Il s’agissait, à la fois, de mieux répondre au besoin d’autonomie de l’individu-salarié, et de pouvoir embrasser des problématiques complexes grâce à la diversité des approches et des expertises. La conjugaison de la libération des énergies et de la performance de l’organisation était vue comme la panacée.

Mais, parallèlement, en se faisant plus diffuse, la hiérarchie s’est dessaisie d’une de ses tâches essentielles, qui est le devoir de décider et d’en assumer les conséquences. La sémantique en témoigne. Il n’y a désormais que rarement des chefs ou des décideurs. En revanche, les pilotes, les *managers* ou les coordonateurs, termes plus neutres, prolifèrent. Ce poids de la décision, cette responsabilité lourde de l’échec – ou du succès – pèse alors sur des personnes qui ne sont ni formées, ni employées, ni rémunérées pour cela, créant ainsi un sentiment d’inaptitude générateur de stress. Le technicien, ou l’expert au sens de Michel Crozier, est alors dépassé par l’inadéquation entre sa capacité intrinsèque et ce qui est attendu de lui par l’organisation. L’individu est bien seul à l’heure des bilans.

En décalage avec cette vision, le monde militaire a gardé une approche plus traditionnelle de l’organisation, sans pour autant dénier à l’individu le droit d’être un acteur de la décision. Les chefs sont identifiés et sont censés rendre des comptes pour leurs décisions, dont certaines ont comme sanction la mise en jeu de la vie de leurs subordonnés. Le décideur se trouve en première ligne à l’heure des choix qu’il est le seul, *in fine*, à faire. Les notions de *leadership* et de charisme demeurent intimement liées à celle de chef militaire. Pour autant, le subordonné n’est pas un simple exécutant interchangeable. Une unité militaire, du groupe de combat à l’état-major de haut niveau, fonctionne sur un modèle où les périmètres de pouvoir sont identifiés de manière visible par le jeu des insignes de grade, évidence qu’il convient néanmoins de rappeler. En outre, la compétence technique est reconnue et valorisée, non pas tant pour elle-même que parce qu’elle concourt à la prise de décision du chef par la présentation de différents paramètres. Ainsi, un subordonné sera jugé sur son aptitude à assumer son niveau de responsabilité, pas sur sa capacité à porter le fardeau d’une décision qu’il n’a pas prise.

Cette situation d’harmonie prend tout son sens au combat, où le succès de l’entité engagée repose sur l’équilibre généré par l’efficacité de chacune de ses composantes et des effets qu’elles produisent sur l’adversaire. Que l’une d’entre elles vienne à défaillir et c’est un déséquilibre qui se crée. Les efforts des éléments résiduels tendront alors à recréer un nouvel équilibre sans lequel le succès n’est pas envisageable. Le ciment de ce qui pourrait sembler être une construction théorique aux prétentions idéalistes réside dans ce fluide impalpable de la fraternité d’armes, qui unit les uns aux autres et transcende la chaîne hiérarchique.

En considérant maintenant l’impact du communautarisme militaire sur la cohésion nationale, force est de constater qu’il est beaucoup plus fédérateur et inclusif que centrifuge et exclusif. En effet, il propose de dépasser les deux principales tendances communautaristes, que constituent les réflexes ethniques et les déterminismes sociaux, par une véritable identité de synthèse.

Cette approche par le haut s’applique tout d’abord aux référentiels ethniques hérités ou cultivés, parfois forts, de ceux qui choisissent de nous rejoindre. L’adhésion aux valeurs essentielles de la République se transmet d’abord par l’entraînement quotidien au service du pays. Les symboles patriotiques et l’appropriation des valeurs de la République fondent naturellement le parcours de formation initiale du soldat. Cette adhésion s’accroît ensuite dans le cadre des opérations extérieures. En effet, projetés à l’étranger dans le cadre d’une force qui a notamment pour caractéristique d’être placée sous la bannière tricolore, les soldats s’identifient encore plus à ce drapeau et à ses symboliques par le biais du regard des autres contingents et des populations autochtones. C’est alors, pour nombre d’entre eux, l’expérience d’une nouvelle altérité. C’est une prise de conscience que ce qui rapproche l’individu de la communauté nationale est plus fort que ce qui l’en différencie.

La «différence» est une notion qui est aujourd’hui au cœur du phénomène identitaire. Dans ce domaine, les armées ont, là aussi, une vision originale. Notre société affiche aujourd’hui du respect pour l’homme à l’aune de sa singularité par rapport à ce qui est ressenti comme la norme générale. Or, respecter la différence ouvre la voie à la contingence: je respecte l’autre en fonction de mon jugement, qui peut être altéré ou influencé. Ainsi, la différence prend le pas sur le respect et devient une valeur en soi. Cette conception se démarque nettement de la notion traditionnelle de respect d’inspiration chrétienne et de sa dérivée kantienne, qui veut que l’on respecte l’homme dans son humanité, c'est-à-dire pour ce qu’il est et non pour ce qu’il paraît. Au sein de l’institution militaire, le frère d’armes est un «code génétique» commun plus fort que telle ou telle caractéristique extérieure. Il s’agit ici de suggérer que le cadre de la spécificité militaire favorise une forme de respect plus authentique, gage de pérennité du lien social. Ceci explique en grande partie que, dans un pays où l’ascenseur social semble paralysé par la force d’héritages socioculturels que le système scolaire a plutôt tendance à accentuer qu’à lisser, les forces armées pérennisent le modèle du mérite républicain. Ainsi, aujourd’hui, la moitié des officiers de carrière sont issus du corps des sous-officiers, et la moitié des sous-officiers proviennent des hommes du rang. Dans ce défi de la mobilité sociale ascendante qui est posé à la Nation, l’institution militaire fait preuve d’une belle exemplarité.

S’il ne saurait être question de transformer notre société en une parodie d’institution militaire, force est au moins de reconnaître que cette approche de la communauté et de l’individu, toute singulière qu’elle puisse être, n’en constitue pas moins une piste de réflexion recevable. Plus de deux ans après la sortie du *Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale*, les travaux sur la création d’une forme de service civique semblent au point mort. Nul doute que l’impact financier d’un tel dispositif a de quoi rafraîchir les ardeurs en la matière. Mais, à l’heure où l’on s’interroge sur la destinée de nos systèmes de retraite par répartition, il faut se souvenir que l’investissement rentable par excellence est celui fait sur l’humain. La maxime de Jean Bodin n’a pas pris une ride: «Il n’est de richesses que d’hommes»*.*

*Officier des troupes de Marine, lauréat du concours du Collège interarmées de défense en 2007, le Lieutenant-colonel JAMINET a également été retenu pour suivre une formation spécialisée post-CID. Au cours du cycle universitaire 2010-2011, il a effectué une scolarité de master 2 en gestion publique, conduite en partenariat par l’École nationale d’administration et l’université de Paris IX Dauphine. En alternance avec sa scolarité, il a servi en qualité d’officier traitant auprès de la division des ressources humaines de l’état-major des armées. Au titre du plan annuel de mutation 2011, le lieutenant-colonel JAMINET a été affecté à l’EMA.*



**La corruption, grande faucheuse**

**des campagnes de contre-insurrection**

# *Par le Chef de bataillon Antoine FAURICHON de la BARDONNIE*

*La corruption menace directement la viabilité de l’État aux prises avec une insurrection et par conséquence le succès des campagnes de contre-rébellion. S’appuyant sur un certain nombre d’exemples historiques et contemporains, l’article insiste sur l’impérieuse nécessité qu’il y a d’intégrer la lutte contre la corruption à la doctrine française de contre-insurrection.*

**D**e 2005 à 2011, l’Afghanistan est passé de la 117ème à la 176ème place des États les moins corrompus au monde pour se classer désormais avant-dernier juste devant la Somalie[[38]](#footnote-38)… Triste record! Constat d’échec…

Comment ne pas céder à la tentation d’opposer cette chute vertigineuse aux efforts désespérés déployés par la communauté internationale pour tenter de faire redécoller le pays du cerf-volant?

Faut-il pour autant en conclure qu’il existe un lien de causalité entre corruption et échec d’une campagne de contre-insurrection?

Outre qu’il ne s’agit en l’espèce que d’un exemple bien particulier, on pourra objecter avec raison qu’il est hasardeux d’essayer de résoudre le conflit, vieux comme le monde, qui oppose la poule à l’œuf!

De plus, force est de constater que la lutte contre la corruption peine aujourd’hui à trouver sa place dans la doctrine de contre-rébellion tant française qu’américaine, ce qui semble ainsi démontrer que le lien entre les deux est pour le moins distendu.

Pourtant, l’honnêteté intellectuelle, éclairée par les enseignements de l’histoire des campagnes récentes, impose de reconnaitre qu’une relation causale existe bel et bien entre corruption florissante et contre-insurrection chancelante. Discrète, sournoise et opportuniste, la corruption abat systématiquement et impitoyablement sa faux sur chacun des trois piliers de toute campagne de cette nature: sécurité, gouvernance, développement… Quand rien n’est tenté, l’avenir s’assombrit et les chances de succès s’amenuisent, inexorablement.

Une idée communément répandue veut que la corruption, aussi mauvaise soit-elle, serve indirectement les intérêts de celui qui combat une insurrection en contaminant celle-ci, petit à petit, jusqu’à la dénaturer. Et il est vrai que dans la zone d’opérations française en Afghanistan, de tels phénomènes ont pu être très récemment observés, et conduire à la réintégration de combattants *Talibans* révoltés par l’attitude de leurs supérieurs jugée indigne et dévoyée. Pour autant, l’espoir qui pourrait naître de ce constat apparaît bien dérisoire au regard de la réalité de la corruption dans ce pays et de la gravité de ses conséquences. La réalité, c’est qu’un tiers des ressources de l’insurrection afghane provient de fonds déversés par la communauté internationale dans le cadre de son engagement en Afghanistan! Loin d’asphyxier les réseaux insurgés, cette manne vient les alimenter par le biais d’organisations criminelles et mafieuses en lien avec les institutions afghanes officielles. Et c’est la sécurité qui fait les frais de ce processus infernal…

C’est sur la base d’un constat identique qu’en 1952, les Britanniques, aux prises depuis quatre ans avec une insurrection dirigée par le parti communiste malaisien, changent radicalement de stratégie. Constatant que la police locale s’avère incapable de rétablir la sécurité, les Britanniques obligent 10.000 policiers corrompus à quitter le service. Dans le même temps, ils réforment en profondeur l’entraînement des forces de sécurité. Mieux formées, plus disciplinées, les forces de sécurité ne tardent pas à retrouver la confiance de la population, qui fournit de précieux renseignements sur les réseaux insurgés. Dès 1953, le gouvernement malaisien reprend l’initiative, finalement victorieuse, et les Britanniques initient le processus de transition qui leur permettra de se retirer.

Si la sécurité souffre dangereusement d’une corruption à grande échelle, la gouvernance est menacée dans son existence même. Robert Rotberg[[39]](#footnote-39) identifie la corruption comme étant «la principale cause (…) de la défaillance d’un État». Dans un État déjà fragilisé par l’action diviseuse de l’insurrection, la corruption coupe un à un les liens reliant les autorités légales à la population, interdisant ainsi toute forme de réconciliation nationale.

L’exemple de la révolution chinoise est sur ce point éloquent. En 1945, Chang Kaï Chekadopte une stratégie visant à protéger et à défendre les centres industriels et financiers de la côte, menacés par l’insurrection communiste dirigée par Mao. Bien que pertinent, ce plan échoue et les causes de cet échec sont principalement à rechercher du côté de la corruption à grande échelle qui gangrène alors l’administration et les forces de sécurité chinoises. Leur incapacité à garantir une gouvernance honnête et une juste application du droit dans cette zone expliquent en partie la défiance de millions de Chinois qui, progressivement, cessent de soutenir le gouvernement en place. En 1949, sans plus guère de légitimité, le gouvernement légal est incapable de résister à la poussée de l’insurrection maoïste.

L’action dévastatrice de la corruption à grande échelle n’épargne pas non plus le dernier levier indispensable au succès d’une campagne de contre-insurrection: le développement. Lui aussi est dangereusement menacé par le détournement organisé de fonds publics pour un usage privé. L’ambassade des États-Unis en Afghanistan a ainsi révélé qu’en 2010, 10.000 dollars en liquide ont quitté chaque jour l’Afghanistan pour Dubaï!

Cette spoliation systématisée est favorisée par la faible traçabilité des fonds investis en appui de la campagne de contre-rébellion. La multiplicité des acteurs et la difficulté posée par l’organisation du contrôle de l’usage des fonds ou des équipements favorisent les détournements et les évasions, qui sont autant de freins à la croissance et au développement…

…Et autant d’opportunités pour la corruption qui poursuit son travail de sape sur chacune des trois lignes d’opération de la contre-insurrection.

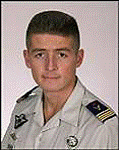
La corruption n’est pourtant pas une fatalité. Au même titre que les éléments les plus radicaux de l’insurrection, elle doit être combattue sans relâche, parce que nuisible!

Sa nuisance, d’une redoutable efficacité, est décuplée par le fait qu’elle n’apparaît pas comme une des causes possibles de l’échec d’une campagne de contre-rébellion… La doctrine interarmées française[[40]](#footnote-40) sur le sujet ne lui réserve d’ailleurs qu’une place symbolique: le mot «corruption» n’est employé qu’à quatre petites reprises dans l’ensemble du document de référence! Il existe là un vide qu’il convient de combler sans plus tarder pour accorder à la lutte contre la corruption la place qui lui revient parce que décisive pour garantir sinon la victoire, du moins le succès.

Les consciences s’éveillent cependant. Sous l’impulsion du général David H. Petraeus, la *Task Force Shafafiyat* – transparence en dari – a récemment été constituée pour coordonner l’ensemble des efforts de l’ISAF, et plus généralement de la communauté internationale, visant à combattre la corruption. Il sera intéressant de se pencher sur son bilan en août prochain, à l’occasion du premier anniversaire de sa création.

*Saint-cyrien, le Chef de bataillon Antoine FAURICHON de la BARDONNIE est officier de génie-légion. Après avoir servi au sein du 2ème régiment étranger de génie comme chef de section et commandant d’unité, il a passé deux ans au Centre de planification et de conduite des opérations (EMA/CPCO) au sein de la cellule J3 Monde/Afghanistan. Depuis mars 2011, il est stagiaire à la 124ème promotion du Cours supérieur d’état-major.*



**Plaidoirie pour planificateurs militaires**

**à l’heure de la crise de l’esprit de défense et**

**du fantasme de la prévisibilité de la guerre**

# *Par le Lieutenant-colonel Jean-Christophe VEYSSIERE*

***La Défense n’est pas qu’une organisation productrice de sécurité. Avec ses codes et ses valeurs, et de par le contexte et la nature de sa mission, elle est une institution au service d’une société qui doit mieux la connaître et accepter ses spécificités, dont celle du possible don héroïque de la vie.***

**L**e 18 août 2008, neuf soldats français sont morts au combat dans l’embuscade d’Uzbin, tendue par des insurgés afghans dans la vallée de la Surobi. Les plaintes contre X pour mise en danger délibérée de la vie d’autrui déposées par sept des familles endeuillées ont été classées sans suite début 2010 par le tribunal pénal aux armées de Paris. Une enquête judiciaire vient cependant d’être rouverte par un juge indépendant à la demande de familles s’étant constituées parties civiles.

Depuis le début, les parents veulent comprendre pourquoi leurs fils sont morts, et dénoncent une planification défaillante au sens large. Cette affaire sensible soulève, entre autres, la question de la responsabilité des planificateurs militaires à l’heure de la privatisation de la mort du soldat.

Nul environnement n’est plus imprévisible que celui des conflits armés. En conséquence, quel que soit son génie ou l’excellence de l’appui technologique dont elle bénéficie, la planification ne pourra jamais garantir le succès de la mission en excluant totalement la mort. L’incertitude et la prise de risque seront toujours consubstantielles des opérations militaires. Le risque zéro n’existant pas, la mort du soldat ne doit être ni banalisée, ni systématiquement considérée comme la conséquence d’une planification défaillante. Au contraire, elle mérite même parfois d’être reconnue comme un acte d’héroïsme. Poussant à son paroxysme la gestion de l’incertitude, la guerre pose *de facto* un problème métaphysique par son lien avec la mort. Or les États ont toujours besoin d’hommes acceptant de risquer leur vie afin de protéger et de préserver les intérêts et les valeurs de leur société. Il revient dès lors au planificateur militaire de réduire l’incertitude pour conduire à la victoire tout en préservant au mieux la vie des soldats. La responsabilité morale de la mort demeurera néanmoins, et son acceptation ne pourra pas se faire sans l’adhésion de la société. En conséquence, le politique doit sans délai redonner du sens aux engagements militaires et réexpliquer à la Nation la signification du sacrifice de ses soldats, au risque de ne plus trouver d’hommes prêts à affronter les dangers de la guerre.

Le contexte actuel révèle que, malgré ses limites, la planification militaire demeure plus que jamais incontournable, à la condition de ne pas brider l’initiative.

## La planification militaire dans le contexte actuel

La médiatisation actuelle des conflits braque très vite les projecteurs sur les échecs et sur les erreurs ou omissions de la conception initiale. Ne reconnaissant plus l’aspect sacré de la mission, notre société éprouve des difficultés à accepter le sacrifice consenti de ses fils. S’il y a des morts ou que la mission a échoué, c’est que l’opération a été mal planifiée ou mal conduite, et il faut donc trouver des fautifs. Ce phénomène est accentué par la distance et la nature des engagements actuels, où le but du sacrifice perd de son sens face aux préoccupations immédiates des citoyens. La douleur des familles appelle à la compassion, mais la volonté d’impliquer presque systématiquement la machine judiciaire révèle des fissures évidentes dans l’esprit de défense et dans la compréhension du sens du métier militaire, voire de l’essence même de la guerre. Il ne s’agit pas de taire l’éventuelle responsabilité des concepteurs dans l’échec d’une mission. L’offensive du Général Nivelle d’avril 1917 sur le chemin des Dames ayant conduit à des dizaines de milliers de morts pour une défaite cuisante est sans aucun doute condamnable, et serait légitimement inconcevable de nos jours. Pour autant, de par la nature de la guerre, la justice doit-elle s’appliquer à l’encontre des concepteurs des opérations qui tournent mal?

Selon la loi 2005-270 du 24 mars 2005 portant statut général des militaires et fixant le périmètre des responsabilités du chef tactique, le planificateur doit se conformer à l’esprit et à la lettre du droit des conflits armés, du code de la défense et des règles d’engagement qui lui ont été prescrites, et ne pourra pas être juridiquement mis en cause sur les conséquences de ses décisions si les diligences normales de ses responsabilités ont été correctement accomplies.

## Les limites des plans face à la friction

De tout temps, les chefs militaires ont conçu des plans, plus ou moins heureux, qu’ils ont ensuite mis en œuvre avec succès ou non. En 2003, la prise de Bagdad en 21 jours s’explique par l’écrasante supériorité de l’armée américaine, mais aussi par des plans astucieux qui ont conduit à une rapide victoire tactique. La logique qui voudrait qu’un plan bien pensé mène irrémédiablement à une victoire et, qu’*a contrario*, toute défaite soit analysée comme le fruit de plans inadaptés, fait fi de la réalité de la guerre car la planification est finalement un exercice de rationalisation d’un choc des volontés qui, par essence même, est aléatoire. En 2006, l’attaque menée par Tsahal contre les miliciens du Hezbollah au Liban avait été largement planifiée et fut pourtant un véritable fiasco. La nature non conventionnelle des adversaires actuels accentue d’ailleurs l’incertitude.

Au jeu d’échecs, les cerveaux humains les plus brillants parviennent à imaginer et anticiper jusqu’à dix coups d’avance et perdent contre l’ordinateur, qui n’a pas cette limite. Dès lors, fruit de l’orgueil humain et d’une indomptable volonté de puissance, le fantasme que le progrès technologique permettra un jour de tout connaître de l’ennemi et de façonner l’avenir à l’aide de logiciels ultra perfectionnés de simulation et d’aide à la décision a désormais érigé la planification au cœur des systèmes décisionnels. Pourtant, la technologie moderne a été jusqu’à présent incapable de créer un logiciel tactique, intégrant la multitude des variables qui interagissent sur le champ de bataille pour proposer une décision toujours victorieuse.

Météo, obstacles terrain, pannes mécaniques, réactions humaines dans leur dimension psychologique rendent la réalité opérationnelle très incertaine. Dès lors, même assisté d’outils élaborés, l’homme restera au cœur de la décision avec les limites que cela impliquera toujours. En opérations, le plan est donc souvent la première des victimes car, à quelques exceptions près, les choses se passent rarement comme prévu. En novembre 2004, l’évacuation des ressortissants français de Côte d’Ivoire a été mise en œuvre sans respecter une ligne du plan prévu à cet effet. L’opération a été conduite avec succès, mais en totale réactivité face à une situation imprévue et subite. C’est une quasi-constante dans la mise en œuvre des plans RESEVAC[[41]](#footnote-41). Il convient de comprendre que l’officier sur le terrain ou le chef chargé de conduire les opérations en état-major devront toujours décider dans l’incertitude et en temps contraint, accepter la friction qui marque la différence entre le plan et la réalité, et s’y adapter en faisant preuve d’intelligence de situation. Leurs hésitations ou échecs face à ces défis ne devront pas pour autant faire d’eux des «coupables en puissance».

L’intelligence de situation restera toujours consubstantielle de la victoire militaire. En conséquence, nos sociétés devront l’intégrer afin de ne pas inhiber l’initiative du chef militaire en le condamnant en cas d’échec. Mais si les plans semblent périr dès les premiers coups de feu, alors à quoi bon planifier, et pourquoi cet engouement des généraux pour leurs planificateurs?

## Pas de victoire sans plan

Outre le devoir moral, la complexité des engagements actuels et leur exposition médiatique rendraient suicidaire toute opération conduite sans une solide planification. Toute opération militaire est la conséquence d’une conception et d’un raisonnement qui l’ont précédée. Ainsi, si la chance a parfois joué pour partie, toute victoire a toujours été le fruit de plans judicieux.

Or, dans un monde qui va toujours plus vite, qui brasse toujours plus de données et de complexité, et où l’échec humain est de plus en plus sanctionné par la justice, le besoin d’anticiper incite légitimement les décideurs à vouloir encore plus dissiper le champ des incertitudes. La planification, lorsqu’elle est intégrée et connue des différents échelons d’exécution, est indispensable car elle réduit le «brouillard de la guerre», accroît la réactivité et, par là, permet de prendre ou de reprendre l’initiative. De même, les plans permettent de réagir plus vite en jouant d’emblée une solution en réaction. La finalité est d’anticiper ou de trouver des parades aux frictions en devenir en imaginant des cas non conformes, afin de réduire la surprise côté ami et de la créer chez l’adversaire. Les unités des forces spéciales, par exemple, poussent souvent à l’extrême les détails de cette planification en prévoyant des réactions immédiates face aux moindres imprévus pour toujours conserver l’initiative dans leurs opérations. Planifier, c’est garder un temps d’avance. Le ciblage anticipé des objectifs libyens a récemment permis leur traitement par l’aviation de l’OTAN dans des délais très courts. L’ouvrage requiert toutefois quelques impératifs pour porter ses fruits.

## Les conditions de succès

La planification, tâche incontournable pour le succès des opérations militaires, doit toutefois être appréhendée avec mesure et surtout réalisme pour conserver toute son efficacité.

Afin de garantir souplesse et réalisme et de prévenir toute dictature du plan, la création d’un bureau mixte mêlant planification et conduite des opérations et fonctionnant proche du bureau renseignement est pertinente dans les centres opérations chargés de concevoir les ordres. Il convient, enfin, de reconnaître humblement les limites de l’effet de la planification. L’irrémédiable imprévisibilité du champ de bataille devra toujours inciter à l’initiative; or cette dernière sera toujours favorisée par une grande cohérence entre les plans des niveaux stratégique, opératif et tactique, cohérence qui implique une assimilation par le niveau subordonné de la finalité du plan du niveau supérieur. L’absence de plan politique, après la victoire des plans tactiques en 2003 en Irak, a conduit à un échec stratégique qui fut rude à rattraper ensuite.

Le plan doit enfin être simple et suffisamment souple pour ne pas brider l’initiative inéluctable qui devra se développer à tous les échelons face aux aléas de la guerre. La rigidité du plan peut en effet nuire au succès en coupant le commandement et les chefs de terrain de la réalité et de l’évolution de la situation. La défaite française de Sedan, en mai 1940, peut être expliquée en partie par un certain dogmatisme de la planification et par un excès de confiance. Le commandement français attendait les Allemands au nord. Au lieu de réagir et de prendre en compte les comptes rendus, il a fait confiance au plan et s’est laissé aveugler par la surprise allemande créée par Guderian dans les Ardennes, sans parvenir à reprendre l’initiative. Côté allemand, la souplesse du plan, son assimilation par les plus bas échelons, et la subsidiarité furent sources de succès. Les officiers qui travaillent à la planification doivent donc avoir un profil particulier qui répond aux exigences de ce métier.

## Un mot sur le profil des «accusés potentiels»

Dans les bureaux de la planification, on devrait trouver des personnalités originales, souvent avant-gardistes, affichant une certaine indépendance d’esprit et ayant besoin d’une importante marge d’initiative pour délivrer le meilleur d’eux-mêmes. Planifier est un métier passionnant et exigeant qui requiert imagination, créativité, originalité, initiative, vivacité et ouverture d’esprit, mais aussi et surtout réalisme et pragmatisme. Il exige enfin du courage pour oser proposer au chef des options parfois innovantes, déroutantes ou risquées et en assumer l’issue. Par culte de la mission et souci de leurs hommes, ces officiers se rassurent un peu en planifiant pour tenter de réduire une imprévisibilité qu’ils savent pourtant irrémédiable. Ils apaisent aussi leurs chefs, car leurs conseils leur sont précieux dans la difficile tâche de décider; mais ils se doivent de rester humbles pour être efficaces.

## Conclusion de la plaidoirie

Aucune victoire n’est possible sans plans, mais gardons-nous contre l’aveuglement consistant à nier l’irrémédiable imprévisibilité de la guerre. Les planificateurs ne font que tenter de réduire le champ des incertitudes dans le but de conduire à la victoire avec le moins de pertes possibles. Alors puissent nos sociétés avides de paix ne pas oublier les évidences en voulant condamner ceux qui conçoivent et mettent en œuvre des plans pour la préserver.

Enfin, la douleur des familles en deuil est parfaitement légitime. Elle exige compassion et reconnaissance de la Nation pour le sacrifice de ses fils. Mais si le politique ne redonne pas rapidement du sens à l’engagement militaire en rappelant l’aspect sacré de la mission et sa raison, la crise actuelle de l’esprit de défense, alliée au fantasme moderne laissant croire que la planification supprime le risque, pourrait ouvrir les portes à toutes les dérives.

La Défense n’est pas qu’une organisation productrice de sécurité. Avec ses codes et ses valeurs, et de par le contexte imprévisible et la nature sacrée de sa mission, elle est une institution au service d’une société qui doit la connaître et accepter ses spécificités, dont celle du possible don héroïque de la vie du soldat.

*Le Lieutenant-colonel VEYSSIERE est Saint-cyrien de la promotion Colonel CAZEILLES (1995-1998). Officier de l’aviation légère de l’armée de Terre, il a effectué sa première partie de carrière au Détachement ALAT des opérations spéciales (devenu le 4ème régiment d’hélicoptères des forces spéciales), avant de servir comme officier traitant au bureau planification de l’état-major du Commandement des opérations spéciales. Il appartient à la promotion 124-2 du Cours supérieur d’état major.*



**À qui «profite»**

**le resserrement de la formation?**

*Par le Commandant Patrick PAULIN*

*La contrainte de réduction des coûts de la formation paraît devoir s’inscrire dans la durée. Elle implique une contraction du format de la formation sous tous ses aspects. Comme toute manœuvre de resserrement, celle-ci se traduit, dans un premier temps, par une frustration des acteurs de la chaîne formation. Mais, dans un second temps, leur mobilisation pour préserver le niveau de capacité opérationnelle de l’armée de Terre conduit ces acteurs à repenser la formation.*

**L’**effet combiné du Livre blanc de la Défense et de la sécurité nationale et de la révision générale des politiques publiques (RGPP) ne cesse de se faire sentir sur les missions et les moyens dévolus à la Défense.

En matière de formation au sein de l’armée de Terre, les répercussions depuis 2009 continuent à se traduire par: le regroupement d’écoles (ESCC, EMB, EMD, EMS[[42]](#footnote-42)), la réorganisation des structures de formation existantes, l’externalisation, la mutualisation de formations, la rationalisation des fonctions transverses relatives à l’environnement de la formation et, à partir de 2011, la prégnance de la réduction du coût de la formation. Ce dernier aspect n’est pas neutre car il gage non seulement la réussite de la mission opérationnelle et la préservation du cœur de métier, mais aussi l’offre de formation au profit du soldat.

Force est de constater que l’ensemble des acteurs et des pilotes de la formation, sous le poids du financier, s’activent depuis 2011, et au moins pour les trois ans à venir, afin de diminuer le volume des formations de cursus ou d’adaptation au sein des écoles d’application. En quoi consiste ce resserrement, quels en sont les ressorts, mais surtout, quels en sont les «bénéficiaires»? Au-delà du gain financier incontestable, ce resserrement doit, au final, pouvoir être utile à l’armée de Terre.

**En quoi consiste la réduction du coût de la formation? Quels bénéfices pour l’État?**

La volonté de nos chefs militaires est de pouvoir soutenir toutes les actions de formation inscrites au «Calendrier des actions de formation» (CAF) c'est-à-dire de pouvoir les réaliser tout en finançant les dépenses des stagiaires. Ces frais incluent l’alimentation, l’hébergement et le déplacement que le stagiaire se verra rembourser (taux applicable en fonction du lieu de la formation) par jour de stage. L’unité de mesure de ce coût est la journée de stage indemnisable (JSI).

En application du principe de «soutenabilité» du CAF, l’armée de Terre ne réduit pas le montant du remboursement de ses stagiaires (militaires et payés sur le BOP[[43]](#footnote-43) Terre) alors même que prix de la JSI est indexé sur le coût de la vie. En période de contraction de l’enveloppe budgétaire corrélée à la philosophie de la RGPP, la seule variable sur laquelle il est possible d’agir est le volume des JSI. Pour une action de formation, il se calcule en multipliant le nombre de journées de stages avec le nombre de stagiaires. Etendu à l’ensemble du CAF, ce volume est limité par le budget dédié aux indemnités de stage rapporté au coût d’une JSI, soit deux données dont on ne maîtrise pas les fluctuations. En effet, dès 2011, l’enveloppe, programmée à la baisse, devra être respectée car elle ne sera plus systématiquement fongible, et le coût de la JSI s’apprécie *a posteriori*. Pour maintenir un seuil raisonnable de JSI (660.000) en dessous duquel la formation est mise en danger, il faut donc stabiliser artificiellement le coût de la JSI autour de 15 euros (par exemple, en n’occasionnant aucun frais d’hébergement pour le stagiaire) avant de tomber dans l’impasse budgétaire. Comparons ainsi 2010 et 2011:

* *2010*: enveloppe réalisée: 14 millions d’euros = 666.000 JSI

Coût JSI: 21 euros

* *2011*: enveloppe: 10 millions d’euros = 666.000 JSI

Coût JSI recherché: 15 euros

Le défi apparaît comme une gageure alors que la contrainte budgétaire sur les activités de support est dictée au plus haut niveau de l’État et pèse sur tous les ministères. La formation est ici considérée comme une activité de support qui, traduite en termes de RGPP, devra dégager des marges de manœuvre au profit de l’opérationnel. Début février 2011, lors d’un discours aux responsables de formations et aux commandants des bases de défense, Monsieur Alain Juppé, alors ministre de la Défense, soulignait les trois objectifs de la modernisation de la Défense, parmi lesquels la professionnalisation des fonctions de soutien et leur mutualisation, «pour réinvestir les économies ainsi dégagées dans l’amélioration de la condition du personnel (…)». Indemniser le stagiaire pour prendre en compte le petit-déjeuner devenu payant participe de cette préoccupation.

**La mission opérationnelle de l’armée de Terre et le cœur de métier de la formation pourraient-il tirer profit de ce resserrement?**

Non, *a priori*, dans la mesure où, pour contribuer à réduire le nombre de JSI, on peut imaginer vouloir réduire le flux de militaires formés, avec le risque majeur d’engendrer une perte capacitaire dont il faudra observer la nature et la durée. Or, comme l’affirme le CEMAT, «notre seule raison d’être, c’est l’engagement opérationnel, et la préparation de cet engagement opérationnel». En 2008[[44]](#footnote-44), il exprimait son intention dans la conduite du changement de la manière suivante: «adapter notre outil de combat et de formation aux contrats opérationnels qui nous seront confiés et à nos engagements les plus probables, (…)». Enfin, et pour répondre à ces enjeux, les besoins en formation croissent au rythme des nouvelles menaces (cas du processus d’adaptation réactif pour lutter contre les IED[[45]](#footnote-45)), des nouveaux matériels (exemple des *Buffalo*) et de la mise en service opérationnel des systèmes d’armes (comme le FELIN) qui s’ajoutent à ceux existants.

Cette logique de besoins (du métier à la formation en passant par le domaine et la gestion) qui prévalait jusqu’alors fait place à une logique de ressources (financières). Dorénavant, les secondes encadrent strictement les premières.

Toutefois, avant d’entamer la durée et le contenu pédagogique d’une action de formation, les acteurs de la formation doivent porter leur effort sur les flux de stagiaires et le lieu de la formation. S’il n’est pas concevable d’exclure du personnel à former de la planification du CAF, il est nécessaire de ne pas en exagérer les besoins sachant qu’ils ne seront pas tous honorés, ou de manière irrégulière, par les unités.

Si l’on s’intéresse aux localisations géographiques où se déroulent les stages, il est manifeste que la formation au sein de l’armée de Terre souffre de sa dispersion. D’une part, malgré la réduction de l’empreinte au sol qui concerne certains organismes, les écoles et centres de formation délégués, militaires et civils, demeurent multiples pour dispenser des formations de cursus et d’adaptation dont certaines matières sont, par ailleurs, transverses. Ceci grève le coût de la JSI en fonction de l’organisme. D’autres modalités d’organisation de la formation pourraient être envisagées. Sous réserve de disposer de plates-formes d’instruction et de matériels disponibles, les formations pourraient être décentralisées; c’est le chemin qui est timidement emprunté par l’enseignement à distance (EAD). Cette piste aurait le double intérêt de diminuer le coût de la formation en limitant les déplacements, et de prévenir un échenillage des effectifs de formateurs. D’autre part, la séparation intellectuelle et culturelle entre la formation initiale et la formation continue vient amplifier les coûts de la formation. Si l’on globalisait la formation en considérant que la formation académique (scolaire et universitaire) et professionnelle constitue des acquis exploitables de manière alternative, on éviterait la sur-formation. L’enjeu, ici, est de recentrer la formation sur son cœur de métier. La contraction de la formation impose donc de mener une réflexion stratégique pour affirmer la raison d’être du soldat.

**Le resserrement de la formation profitera-t-il finalement au soldat?**

Est-il justifié de dire aujourd’hui que le soldat sera moins bien formé demain, alors que certaines écoles ne réalisent pas, en 2011, certaines formations d’adaptation et que toutes doivent diminuer la durée de leurs formations? Oui, à moins de transférer la charge d’une partie de la formation au commandement des forces terrestres (CFT), et d’agir sur la mise en condition avant projection (MCP).

En effet, la contrainte budgétaire nécessite également, pour reprendre l’équation initiale, de réduire le nombre de journées de stages afin de diminuer le volume de JSI. La durée est intimement liée au contenu pédagogique d’une action de formation (AF). Certes, il est possible d’envisager de réduire la première sans toucher au second en optimisant la formation; mais la plupart des AF engendre déjà du «temps masqué» pour préparer une mission et les manœuvres, ainsi que pour réaliser le travail personnel. Le stagiaire est directement pénalisé lorsque le contenu pédagogique de sa formation est réduit. Le pilote de domaine de l’école va opérer cet exercice délicat tout d’abord en examinant la pertinence de chacune des actions de formation (pour gager celles devenues obsolètes ou inutiles), puis en évaluant ce qu’il est nécessaire d’y conserver parmi les différentes composantes autour de celle propre au métier (opération de «toilettage» d’une AF). Le pilotage consiste à veiller à ce que la formation au métier soit réalisée tout en restant cohérente.

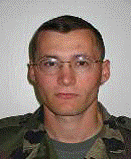
Surtout, il est de la responsabilité de la chaîne de formation, dans son ensemble, d’appliquer le principe de juste suffisance fondé sur les notions de finalité et d’économie. La finalité consiste à concentrer la formation sur le prochain emploi à tenir et les compétences spécifiques à acquérir. L’économie prescrit une action de formation pour accompagner le personnel dans son évolution personnelle en évitant les redondances et en prenant en compte son expérience professionnelle. Dans sa vision stratégique, le CEMAT établit que l’armée de Terre doit «disposer d’hommes formés et entraînés, aptes physiquement, moralement et psychologiquement à l’engagement opérationnel» et que «l’efficacité opérationnelle de nos combattants dépend de la progressivité de leur formation, (…)». Une autre piste de réflexion menée dans cet esprit consisterait à différencier la formation. D’une part, l’ensemble du personnel inscrit sur une même formation peut ne pas être destiné à occuper ou exercer l’intégralité des fonctions ou des missions pour lesquelles elle est dispensée. D’autre part, la durée des enseignements pourrait ne pas être identique en fonction des compétences des stagiaires.

Les organismes de formation fournissent, depuis plusieurs années, les efforts de rationalisation des actions de formation avec une logique de performance et de juste suffisance. Mais aujourd’hui il faut aller plus loin.

**En conclusion**, le resserrement de la formation ne servira l’armée de Terre qu’au prix d’un effort de grande envergure. Il est nécessaire de repenser la formation en faisant feu de tout bois et de faire sienne la citation de Liddell Hart: «la capacité d’adaptation est la loi qui gouverne la survie»*.* En l’occurrence, c’est bien dans cet esprit qu’est conduit actuellement par la DRH-AT le mandat d’étude relatif aux «évolutions possibles du chantier de la formation».

*Issu de l’École militaire du corps technique et administratif (promotion Lieutenant-général de GUIBERT 1997-98), le Commandant PAULIN a servi en qualité de spécialiste du domaine RH successivement au 16ème BC puis au 35ème RAP. Lauréat du concours du diplôme technique en 2010, sur le cycle universitaire 2010-2011, il a effectué une scolarité de master 2 en GRH à l’Institut d’administration des entreprises de l’université de Poitiers, tout en menant une mission professionnelle au sein de la DRH-AT à Tours. Au titre du plan annuel de mutation 2011, le Commandant PAULIN a été affecté à la DRH-AT à Paris.*



**Les temps changent mon bon monsieur!**

**Les insurrections au XXIème siècle,**

**une révolution?**

*Par le Chef d’escadrons Maurice ROBERT de SAINT VICTOR*

***Les insurrections récentes semblent avoir bouleversé les règles de la guerre. Or, en élargissant l’espace-temps de l’analyse historique et en examinant les changements opérés par le camp occidental, il s’avère que les armées modernes ont davantage changé que l’ennemi qu’elles combattent. La question sur notre capacité à nous engager réellement sur le champ de bataille en vue d’obtenir la victoire se pose désormais de manière cruelle.***

**S**ir Rupert Smith, ou encore Arnaud de La Grange et Jean-Marc Balencie, ont cherché, dans de récentes études polémologiques[[46]](#footnote-46), à catégoriser la conflictualité de notre temps en distinguant les guerres définies comme conventionnelles, qui seraient en cours de disparition, de celles qualifiées de bâtardes, hors normes ou hybrides, jugées en plein essor. Constatant les difficultés des coalitions lors des dernières opérations majeures, ils en tirent la conclusion que le monde serait pleinement entré dans la 4ème génération de la guerre, inscrite au cœur des populations, où le «faible»[[47]](#footnote-47) ne chercherait plus à détruire le «fort», mais simplement à l’user. Ces analyses remarquent, non sans justesse, que l’asymétrie ou la dissymétrie des moyens, couplées à des modes d’action alliant terrorisme et guérilla, entraînent au mieux de longues et difficiles victoires, ou d’humiliantes défaites au pire. Ce constat de l’impotence systémique du fort face aux aiguillons du plus faible suffit-il à démontrer pour autant la totale pertinence de cette révolution? Sans doute non, car une certaine paresse intellectuelle, couplée parfois à un oubli volontaire de sa propre histoire, voudrait que nous rejetions la faute sur nos adversaires. Nous faisons comme si ces derniers ne jouaient pas ou plus le jeu par rapport à nos règles, alors qu’à bien des égards, nous avons davantage changé qu’eux. Ainsi, en concentrant notre attention sur le fait insurrectionnel au XXème siècle et au début de ce millénaire, nous avons prématurément écarté quelques constantes historiques et jeté un voile pudique et juridique sur les méthodes employées par les armées conventionnelles au cours des siècles.

**Guérilla et terrorisme, des figures imposées**

À écouter certains penseurs militaires, nos adversaires semblent aujourd’hui, plus qu’hier, inéluctablement acculés à user de modes d’action irréguliers face à la supériorité des armées occidentales. En effet, ces dernières possèdent depuis plus d’une vingtaine d’années et, en attendant l’émergence de nouveaux acteurs «compétitifs», un arsenal militaire sans véritable concurrence. Engagés face à des mouvements insurgés en Irak et en Afghanistan depuis maintenant dix ans, ces pays, qualifiés de forts, y déploient la quasi-totalité de leurs atouts militaires. Face à eux se dressent généralement des insurrections armées par de petits groupes, dont la capacité d’action et de coordination tactique dépasse rarement le volume d’une centaine de combattants. En somme, ces derniers sont effectivement incapables d’affronter de manière conventionnelle les géants occidentaux. S’ils le tentaient, ils seraient irrémédiablement écrasés sans aucune chance d’infliger la moindre perte conséquente à leur agresseur. L’asymétrie criante entre les belligérants imposerait donc au plus faible le choix de modes d’action, alliant souvent terrorisme et guérilla urbaine ou rurale. Est-ce pour autant une nouveauté révolutionnaire?

# Les vieilles recettes de l’insurrection

Si, en apparence, le différentiel actuel de puissance laisse peu de choix à nos adversaires, il n’en demeure pas moins que ce type de réponse reste historiquement banal.

Sans revisiter l’histoire militaire, il est criant de constater que, faute de pouvoir rivaliser à armes égales, la plupart des insurrections ont usé des mêmes modes d’action hors normes telles les politiques d’assassinats ciblés conduites par les Zélotes durant l’antiquité, ou par Hassan Ibn Saba et sa secte des *Hashshashin[[48]](#footnote-48)* face à l’empire Seldjoukide à la fin du XIème siècle. Le choix d’employer la terreur[[49]](#footnote-49) ou de mener une guérilla[[50]](#footnote-50), comme les Espagnols face aux armées de Napoléon, s’il est en apparence imposé, n’en demeure pas moins un choix guidé par la simple recherche de l’efficacité; en somme, un mode de guerre parmi d’autres. Ainsi, ce qui peut nous paraître aujourd’hui comme bouleversant n’est peut-être qu’une simple résurgence du passé.

**La petite guerre et la terreur, des modes d’action ancrés dans leur milieu humain…**

À l’image des insurrections actuelles, la guerre irrégulière a souvent émané de troupes de circonstance organisées autour d’une identité villageoise, clanique, idéologique ou religieuse qui, faute d’instruction militaire, se sont tournées vers des savoir-faire «amateurs», au moins au début des conflits. À cet égard, l’insurrection vendéenne éclaire singulièrement la cohérence et l’efficacité de ce mouvement constitué de paysans unis par une forte identité culturelle, équipés d’outils agricoles à ses débuts, et employant des tactiques rudimentaires faites d’embuscades ou d’escarmouches. D’ailleurs, ce mouvement s’essoufflera lors des batailles plus conventionnelles comme celle de Cholet, le 17 octobre 1793, face aux troupes aguerries de Kléber.

**…et physique**

Si ces tactiques se montrent intrinsèquement efficaces, elles le sont d’autant plus dans leur milieu physique. Le rebelle, ou le terroriste, tire en effet une bonne part de son efficacité de son intégration au sein d’un environnement unique et particulier, qui, qui en revanche, handicape sérieusement une armée conventionnelle. Le milieu montagnard, par sa singularité, a heurté bien des fois les certitudes des plus grands stratèges. L’armée romaine affronta, non sans difficultés, à partir de 209 av J.C., les Celtibères dans l’actuelle Espagne, et n’obtint une victoire durable qu’après plus de trente années de dure contre-guérilla.

Ainsi, sans s’appesantir sur les conflits de la décolonisation, ou ceux plus récents d’Afghanistan ou d’Irak, nous trouvons, dans les siècles qui nous précédent, de vivants exemples des difficultés rencontrées. Force est de constater que la bataille rangée d’infanterie, modèle occidental de la guerre[[51]](#footnote-51), est bien loin d’être la constante universelle que nous voulions bien croire. Guérilla et terrorisme, même s’ils ont évolué, notamment en s’ancrant davantage au sein des villes, n’en demeurent pas moins des modes d’action classiques. Pouvons-nous dès lors parler de révolution insurrectionnelle? Certainement plus lorsque nous analysons les changements d’approche dans la résolution des conflits insurrectionnels par les puissances occidentales. En effet, en changeant de perspective, nous pouvons nous apercevoir que notre camp a davantage modifié ses méthodes de contre-insurrection ainsi que son corpus juridique. Cette tendance lourde se caractérise parfois par le refus d’engager ses propres troupes au plus près ou au sein même du champ de bataille insurrectionnel.

# De la force sans protection ni distinction, à la force sans restriction…

La guérilla, comme le terrorisme, étant considérés comme une guerre de lâches, ont longtemps échappé à toutes les protections mises en place pour préserver les combattants comme les populations.

Si, aujourd’hui, l’insurgé capturé peut bénéficier du statut du prisonnier de guerre ou de droit commun, ce ne fut pas le cas pendant de longues années. En 1870-1871, durant la première occupation allemande, les francs-tireurs français capturés furent le plus souvent fusillés, privés de ce fait de leurs droits les plus élémentaires. L’absence de protection toucha aussi les populations civiles, considérées comme parties prenantes du conflit, appartenant en conséquence aux objectifs légitimes des opérations militaires. L’histoire est riche en exemples d’actions d’armées conventionnelles rejetant toute discrimination et cherchant à battre l’insurgé tout en punissant la population civile. Par exemple, l’empereur Hadrien mit en œuvre une tactique de la terre brûlée contre les Juifs lors de la révolte de Bar Kokhba (132-135) pour les écraser et, plus récemment, les gouvernements révolutionnaires français lancèrent leurs colonnes infernales pour sillonner la Vendée et y détruire l’insurrection. Parfois même, faute de pouvoir battre durablement une guérilla, la population devient la cible quasi unique de l’action militaire. Cette dernière option militaire permet de couper durablement les insurgés de leurs racines et soutiens logistiques.

Le Royaume-Uni l’employa souvent, notamment lors du deuxième conflit face aux Boers, déplaçant quelque 120.000 personnes dans des camps de concentration (septembre 1900-mai 1902). Si ces méthodes restent totalement inapplicables aujourd’hui, elles révèlent de manière criante les profonds changements dans nos propres méthodes.

# Les corpus moraux et juridiques d’un emploi de la force limité et maîtrisé

Alors que nos armements ont gagné en efficacité, nous avons, presque paradoxalement, limité l’emploi de la force par un corpus juridique (*jus ad bellum* et *in bello*) accompagnant chaque jour davantage ce qui, quelques siècles plus tôt, était encore réalisable et légitime. Dès lors, bien plus que d’un nouvel ennemi, nous devrions parler d’un nouvel ami. Notre volonté de discriminer, de protéger l’insurgé et le terroriste par des lois de la guerre et un code pénal a entraîné, par effets dominos, de grands changements comparables à une révolution dans notre manière de faire la guerre. Aujourd’hui, cette évolution a abouti à la volonté de combattre pour protéger la population, et à celle, concourante, d’engager des actions pour la convaincre d’adhérer à un projet de sortie de crise. Pour autant, cette transformation n’est pas encore aboutie car le véritable statut politique et militaire de l’insurrection n’est pas suffisamment précis, comme le montre le flou entourant le vocabulaire employé lors des conflits: contre-rébellion versus contre-insurrection, guerre versus opérations se rapprochant de la guerre. À cela s’ajoutent de nombreuses controverses au sein des coalitions engagées portant notamment sur le statut juridique des insurgés capturés. Il s’agit en définitive d’une tendance lourde du droit des conflits armés, à la fois faiseur de guerre par les limites posées, et fruit d’une longue évolution cherchant à humaniser la violence.

# Vers un refus d’obstacle

Toute légitime qu’elle soit, cette propension à vouloir protéger à tout prix la population s’inscrit aussi dans un deuxième mouvement lourd des armées occidentales: celui de réduire au maximum les risques pris par leurs propres troupes. Cette volonté s’articule autour de deux actions concomitantes: la réduction des forces au sol et la surprotection des derniers soldats présents. Ainsi, à l’engagement massif des troupes au sol lors des guerres d’Indochine ou même d’Algérie, répondent aujourd’hui le tout technologique, dont les représentants les plus aboutis sont les armées de drones armés et pilotés depuis les États-Unis, et surtout une contractualisation de l’action militaire, comme le montre le ratio surprenant de 1,3 *contractors* par GI du théâtre afghan. En parallèle à ce constat, nous assistons à l’élection de la *force protection* en tant que principe de guerre en contre-insurrection. Ainsi, le gilet pare-balle, véritable armure moderne, s’intègre dans un ensemble comprenant le transport «hyper» blindé, lui-même protégé, lors des phases de remise en condition, par les murs protecteurs des *Forward Operational Bases*[[52]](#footnote-52), châteaux forts de nos armées occidentales tant en Afghanistan qu’en Irak. Si la bataille d’infanterie, fille de l’Antiquité, a mis à l’honneur le corps à corps d’égal à égal au milieu de la mêlée, et a rejeté pendant de longues années l’arme de jet, réservée aux lâches et, par certains côtés, le mercenariat, la guerre contre-insurrectionnelle semble pousser inexorablement le combattant à quitter le champ de bataille pour agir à distance de sécurité (*stand-off principle*), voire au travers d’autres forces (*proxy forces*)[[53]](#footnote-53), en usant au maximum de la puissance de feu au détriment de la manœuvre[[54]](#footnote-54). Dès lors, cette recherche d’une guerre aux pertes réduites dans notre camp pose inéluctablement la question du niveau d’engagement accepté pour nos citoyens au cœur des batailles contre-insurrectionnelles.

Sous la pression légitime de fortes évolutions morales et, parfois, du prisme paralysant d’un «militairement correct», nous avons écarté nombre d’enseignements historiques et modes d’action occidentaux encore usités il y a peu de temps en contre-insurrection. Les guerres, qualifiées de bâtardes, le sont finalement davantage pour nous que pour nos adversaires. Ainsi, la tendance de nos engagements laisse à penser que, tout en cherchant à protéger légitimement le plus faible, nous nous retirerons le plus possible du terrain sur lequel s’emporte pourtant une grande part de la décision. Cette nouvelle forme d’engagement fondamentalement différent des mêlées propres aux carrés d’infanterie, charges de cavalerie ou autres batailles du siècle passé, paraît être notre nouveau visage. Dès lors, il conviendrait de reposer l’équation de l’emploi de la force en y plaçant avec plus de précision et d’honnêteté les termes amis: que voulons-nous, qui visons-nous et comment le faisons-nous? Sans cet effort de clarification, le résultat de l’équation obtenu risque de placer la victoire recherchée hors du champ du possible.

*Le Chef d’escadrons Maurice Robert de Saint Victor est Saint-cyrien de la promotion De la France Combattante (1997-2000). Issu de l’arme blindée cavalerie, il a effectué sa première partie de carrière en régiment de cavalerie blindée avant de servir au Centre de planification et de conduite des opérations de l’état-major des armées. Il appartient à la promotion 124-2 du Cours supérieur d’état major.*



**Du «*mentoring*»**

**dans la première moitié du XIXème siècle:**

**les officiers français**

**au service du royaume sikh du Pendjab[[55]](#footnote-55) (1822-1849)**

# *Par le Chef d’escadrons Antoine VERLEY*

*De l’aventure individuelle d’officiers français au service du royaume sikh du Pendjab, entre 1822 et 1849, peuvent être tirés des enseignements génériques, encore valables aujourd’hui pour les militaires servant en Afghanistan.*

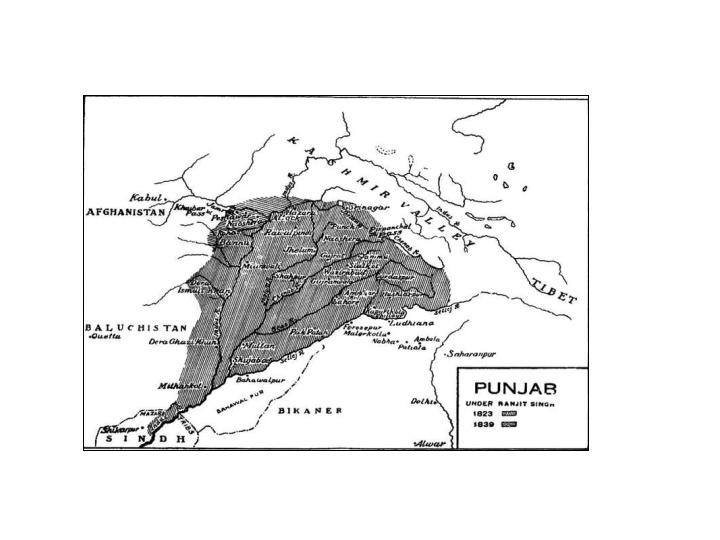
*«Ni épées, ni grands éléphants, ni cavalerie, ni fantassins n’aident autant qu’intelligence pour réussir dans ses desseins»*

Pañchatantra, Vème siècle

**P**lus de 150 ans avant le déploiement des premières OMLT[[56]](#footnote-56) françaises en Afghanistan, des officiers de l’armée napoléonienne, en rupture de ban, avaient déjà vécu une aventure consistant à conseiller, sur les contreforts de l’Himalaya, une jeune armée en formation. Anecdotique[[57]](#footnote-57) en apparence, cette équipée d’aventuriers au service d’un royaume étranger permet de tirer des enseignements pérennes, encore valables aujourd’hui dans un Afghanistan qui était, déjà à l’époque, un sujet de préoccupation pour la stabilité de la région.

## Le contexte

À partir de 1801, le *maharadja* Ranjit Singh unifie les diverses principautés sikhes (ou *misls*) pour créer le royaume du Pendjab. De ce royaume, né sous la forme d’une confédération, il fait rapidement un État qu’il veut moderne et qui s’étend petit à petit au détriment de l’Afghanistan d’une part, et d’une Inde sous la tutelle grandissante de

la Compagnie britannique des Indes orientales, d’autre part. Le règne du *maharadja* Ranjit Singh, entre 1801 et 1839, est encore aujourd’hui considéré par les Sikhs comme une époque privilégiée. Que ce soit pour ses conquêtes, l’administration de son royaume ou la sélection d’une nouvelle élite basée sur le mérite plus que sur l’hérédité, ce souverain s’est particulièrement appuyé sur son armée. Pour développer celle-ci, il n’a pas hésité à faire appel à des officiers étrangers. Parmi eux, arrivés entre 1822 et 1827, quatre officiers «napoléoniens» se sont particulièrement illustrés. Français ou d’origine italienne, généralement rayés des cadres sous la Restauration en raison leur attachement à l’empereur Napoléon Ier, ces vétérans ont joué un rôle de premier ordre dans la création du ***Fauj-i-Khas***, ou «brigade spéciale», rapidement surnommée «*French Legion*» par les Britanniques. Les Généraux[[58]](#footnote-58) Jean-François Allard, Jean-Baptiste Ventura et Claude Auguste Court réorganisent respectivement la cavalerie, l’infanterie et l’artillerie de la jeune armée sikhe. Le Général[[59]](#footnote-59) Paolo Di Avitabile, après des débuts au sein du *Fauj-i-Khas*, bascule rapidement vers des fonctions plus administratives. Cette «brigade spéciale», composée de 5.000 hommes en 1823, atteindra l’effectif de 10.000, soit un tiers environ de l’armée régulière du Pendjab. Le Général Allard réussira à légitimer ce qui n’était alors qu’une aventure individuelle, lors d’un retour triomphal en France en 1835, en se faisant nommer «agent de France à Lahore» par le roi Louis-Philippe. À la mort de Ranjit Singh, en 1839, le royaume sikh du Pendjab, s’affaiblira peu à peu avant de disparaître, annexé par les Britanniques, en 1849. Allard meurt en 1839 à Peshawar, Ventura et Court rentrent en France et Avitabile à Naples.

## Les enseignements

Si les différences entre les 15 à 20 années passées par ces aventuriers au Pendjab et les six mois d’une mission de militaires français «*mentorant»* l’armée nationale afghane (ANA) sont nombreuses, des points communs existent néanmoins, et des enseignements peuvent être tirés de la création du *Fauj-i-Khas*.

* **Faire ses preuves**

Avant de gagner la confiance des soldats pendjabis comme celle du *maharadja* Ranjit Singh, les officiers français ont dû faire leurs preuves, et ce individuellement (compétence, valeur au combat) et collectivement (il s’agissait de montrer la pertinence d’une «école française» de l’organisation des troupes). Ainsi, dès 1823, Allard et Ventura ont été engagés, à la tête de leurs hommes, lors de la bataille de Noshera, contre des djihadistes des tribus pathanes d’Afghanistan. L’efficacité initiale d’Allard et Ventura, qui ont su convaincre le souverain qui leur avait accordé sa confiance, a servi de sésame à Court et Avitabile en 1827.

Cette nécessité de faire ses preuves reste d’actualité. Chaque OMLT doit gagner la confiance du *kandak* (bataillon) de l’ANA auquel elle est attachée, pour son mandat certes, mais également pour ceux qui vont suivre, puisque les soldats afghans attendent une continuité du *mentoring* «à la française». Et si les officiers d’aujourd’hui ne possèdent pas l’expérience des vétérans des guerres napoléoniennes, ils peuvent néanmoins compenser ce manque par une mise en condition avant projection (MCP) exigeante et adaptée, ainsi que par leur investissement personnel.

* **Le difficile équilibre entre une nécessaire modernisation et le respect de la culture locale**

Le recrutement d’officiers français par Ranjit Singh répondait à un impératif de modernisation de l’armée du royaume du Pendjab. Ainsi, Allard et Ventura ont-ils dessiné des uniformes d’inspiration française (tout en conservant le turban dont le port découle d’un impératif religieux des Sikhs), écrit et fait traduire un manuel militaire à l’usage du *Fauj-i-Khas* (transmission des ordres au son des tambours,

progressions en colonne ou en ligne, formation de carrés d’infanterie en défensive) ou encore imposé l’ordre serré en langue française. Court, quant à lui, a réorganisé complètement l’artillerie sikhe (qui possédait 400 pièces hétéroclites de tous calibres

et d’origines variées) en faisant notamment fondre de nouveaux canons, qui lui permettront de prendre, en 1834, la ville de Peshawar en repoussant les Afghans à l’ouest de la *Khyber Pass*.

Pourtant, cette volonté de modernisation accélérée n’a en rien empêché un profond

respect de la culture locale. Les anciens des campagnes napoléoniennes étaient également des hommes de savoir qui témoignaient d’un intérêt non feint pour les



*Exemples d’uniformes du Fauj-i-Khas inspirés de modèles de la Grande Armée et adaptés aux coutumes locales*

cultures sikhe, hindoue, indo-grecque, perse et islamique. Ainsi ont-ils, par exemple, financé un grand nombre de fouilles archéologiques ou fait réaliser, par des artistes locaux, un grand nombre de peintures (tableaux ou miniatures) ayant, encore aujourd’hui, valeur de témoignage sur la vie culturelle de la région.

Cette importance du respect des coutumes locales s’avérait d’autant plus prégnante que le *Fauj-i-Khas* était une armée multiculturelle, certes dominée par les Pandjabis de confession sikhe, mais également composée de soldats hindous ou musulmans de toutes les ethnies avoisinantes (Gurkhas, Afghans, Kashmiris,…). Cela n’est pas sans rappeler l’actuelle ANA, composée de Tadjiks, Pashtounes, Ouzbeks et autres Hazaras. Si les soldats afghans sont prêts à apprendre au contact de leurs *mentors* français, ils n’en réclament pas moins du respect, à la fois pour leur culture et leur expérience du combat.

* **Conditions du succès**

L’acceptation des quatre officiers napoléoniens a été facilitée par l’apport de réformes dans les quatre domaines suivants :

* efficacité considérablement accrue au combat ;
* regain de prestige, par le biais de nouveaux uniformes et de décorations ;
* avancement au mérite;
* rationalisation du paiement des troupes par la création d’un système de solde mensuelle.

Il en est de même aujourd’hui en Afghanistan.

Le système du *mentoring* n’est accepté par l’ANA que dans la mesure où il apporte une réelle plus-value. La première d’entre elles, en ce qui concerne les OMLT françaises, est l’accès aux appuis des forces de la coalition (artillerie, hélicoptères, avions) qu’elles apportent à leurs homologues afghans.

En sus de cet accompagnement au combat, l’armée française participe, par le détachement Epidote, à la formation et l’organisation de l’ANA. Les questions organiques prennent de plus en plus d’importance au sein de cette institution qui doit gérer des effectifs atteignant 149.500 soldats, les équiper (le prestige lié aux nouveaux uniformes demeure) et les administrer. À ce titre, la montée en puissance, depuis octobre 2008, de l’école de la logistique afghane, vient témoigner d’un savoir-faire particulier, dispensé par les Français et les Allemands, qui répond à un besoin précis dans un pays désorganisé par trente ans de conflits.

Le militaire occidental engagé dans ce type de mission doit ainsi se poser la question du bénéfice que sa présence et son action amènent à l’armée afghane dans son combat contre les insurgés, sans considérer sa collaboration comme allant de soi.

**En conclusion**, la clef de la réussite des quatre «généraux français» réside dans le fait qu’ils étaient des hommes de culture. Claude-Auguste Court, issu de l’École spéciale impériale militaire de Saint-Cyr, avait reçu une solide éducation classique qui se doublait d’une curiosité intellectuelle particulièrement vive. Ainsi, sans rien savoir initialement de la région où il se rendait (à la différence des soldats français qui partent aujourd’hui pour l’Afghanistan), il en est rapidement devenu un expert, recherchant les itinéraires de l’expédition d’Alexandre le Grand, collectionnant les manuscrits persans et les monnaies antiques, faisant réaliser localement des miniatures pour illustrer les fables de La Fontaine, ou écrivant des mémoires qui enrichissent aujourd’hui les collections du musée Guimet. Lui, comme les trois autres vétérans des guerres napoléoniennes, ont su faire leur la pensée de Stanislas de Boufflers[[60]](#footnote-60), soldat et poète rallié à la cause bonapartiste: «le guerrier qui cultive son esprit polit ses armes».

*Le Chef d’escadrons Antoine VERLEY est Saint-Cyrien de la promotion «*De La France Combattante» *(1997-2000). Issu de l’arme blindée cavalerie, il a effectué sa première partie de carrière au sein du 501ème régiment de chars de combat avant de servir à la direction centrale du matériel de l’armée de Terre. Il appartient à la promotion 124-2 du Cours supérieur d’état major.*

**Bibliographie:**

LAFONT Jean-Marie, «***La présence française dans le royaume sikh du Penjab, (1822-1849****)»*, Publications de l’école française d’Extrême-Orient, 1992

LAFONT Jean-Marie, “***Reminiscences, The French in India****”*, The Indian National Trust for Art and Cultural Heritage, 1997

DUPAIGNE Bernard, «*Des officiers de Napoléon au service du royaume sikh du Pendjâb (1822-1849)»*; article publié dans *Europe-Asie, Histoires de rencontres*, L’Harmattan, 2006

HEATH Ian, “***The Sikh Army 1799-1849****”*, Osprey Publishing, 2005

DUGGAL Kartar Singh, “***Maharaja Ranjit Singh, The last to lay arms****”*, Abhinav Publications, 2001

GREY C., “***European adventurers of Northern India, 1785 to 1849****”*, H.L.O. GARRET, 1929



## ..\Photos identité\MICHEL Pierrick.JPGLes modèles économiques

## d’analyse stratégique

**appliqués à l’Armée française**

# *Par le Lieutenant-colonel Pierrick MICHEL*

***Le monde de l’entreprise a depuis longtemps emprunté au métier des armes ses outils d’analyse stratégique. À leur tour, les armées peuvent être étudiées, en tenant compte bien sûr de la spécificité militaire, sous l’angle d’une modèle économique original: «le modèle des cinq forces de Porter».***

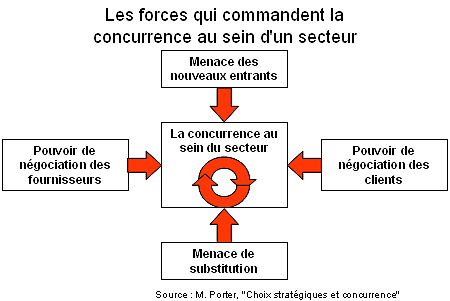
**L**a guerre qui se joue actuellement sur les marchés financiers ou entre les entreprises a elle aussi ses stratèges et ses planificateurs. Comme un général et son état-major, le PDG[[61]](#footnote-61) et ses collaborateurs tentent d’anticiper les mouvements de leurs concurrents, en analysent les forces et les faiblesses avant de porter leur effort là où ils sont le plus vulnérable, à coup d’innovations et d’action «marketing». Peinant à défendre sa spécificité et à justifier son format face à des menaces toujours plus diffuses, l’institution militaire s’adapte aux contraintes du moment, essentiellement budgétaires. Certains technocrates la considèrent de plus en plus, à tort, comme une entreprise comme les autres. Les signes sont là: règles des marchés publics, dépenses à bons comptes contre paiement sur facture, équivalents temps pleins, optimisation des coûts. Tout le vocabulaire qui était autrefois étranger à l’institution est devenu la norme.

Fort de ce constat, il peut être intéressant d’utiliser un outil d’analyse économique pour mieux comprendre l’environnement dans lequel s’inscrivent désormais nos armées. En outre, cela peut nous aider à mieux l’expliquer aux décideurs qui n’ont plus l’opportunité, dans leur grande majorité, de servir sous les drapeaux.

Le modèle des **cinq forces de Porter** permet d’analyser les facteurs influant sur la performance d’une entreprise. Il porte essentiellement sur son environnement. Pour être complète, son analyse doit donc être associée à une étude sur les sources internes de compétitivité.

**Les forces armées soumises aux cinq forces de Porter**

L’économiste Michaël Porter a élaboré son modèle éponyme en 1979. Il caractérise les facteurs influant sur la performance d'une entreprise par cinq forces:



Le poids de ces cinq forces permet de déterminer la capacité des firmes en présence à dégager un profit. Pour adapter ce modèle au domaine militaire, il faut s’armer de quelques précautions. En effet, il n’est pas question de mesurer la rentabilité d’une politique de défense, ni de qualifier un ennemi potentiel de «concurrent», ce qui n’aurait pas de sens.

Consommateur de paix et de sécurité, **le client est avant tout le peuple** que l’armée doit défendre. Représenté par ses élus, au premier rang desquels se situe le chef des armées, **son pouvoir de négociation** est énorme puisqu’il est à la fois donneur d’ordres et investisseur. Politiques et contribuables, apparemment désintéressés par la chose militaire, demandent le meilleur service au prix le plus bas. Ils sont surtout de moins en moins enclins à payer le prix du sang! Il y a par conséquent contradiction entre les ambitions du pays et les moyens qui leur sont consacrés. Autant de réalités incontournables qui compliquent la tâche des forces armées et réduisent leur marge de manœuvre.

Au même moment, **de nouveaux entrants potentiels** doivent inciter à la vigilance. Les dépenses de défense continuent à progresser dans de nombreuses régions du globe. Certaines armées n’auront bientôt plus grand-chose à envier aux armées occidentales, qualitativement et quantitativement. De telles ressources militaires ont de quoi inquiéter dans un monde toujours aussi instable. Tout retard accumulé par la France, notamment au niveau technologique, sera difficile à rattraper dans la situation économique actuelle.

**Le pouvoir de négociation des fournisseurs, industriels de l’armement,** a sensiblement diminué ces dernières années. Les coûts d’acquisition et de possession des équipements militaires sont devenus exorbitants. Une seule solution, dans une entreprise comme dans les armées: faire jouer à fond la concurrence en multipliant les fournisseurs, quitte à acheter sur étagère à l’étranger des articles ne relevant pas de l’indépendance stratégique industrielle. Le temps des monopoles et des *«vaches à lait* [[62]](#footnote-62)» est terminé.

Dans certains cas, l’institution est confrontée à **des groupes paramilitaires ou à des stratégies de substitution** qui modifient la représentation classique du conflit armé. Ainsi, de puissantes sociétés militaires privées, dotées souvent des moyens extrêmement modernes, viennent opérer sur les mêmes théâtres, avec plus ou moins de succès. Quant à lui, l’ennemi terroriste ou insurgé, en excellant dans les techniques de guérilla, se joue des armées modernes en utilisant des méthodes contre lesquelles ces dernières sont parfois démunies.

Enfin, s’il n’y a pas à proprement parler de **concurrence entre les armées alliées**, on peut néanmoins s’interroger sur leurs valeurs comparées et leur complémentarité au sein des coalitions. La France, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies a choisi de rester une puissance de premier plan, dotée d’une armée complète. Ses capacités sont donc souvent à rapprocher de celles des armées comparables, comme celles du Royaume-Uni. Or, les réductions appliquées chez l’une se retrouvent souvent chez l’autre. Le mimétisme a ses limites quand une capacité perdue l’est en général pour longtemps. Il faut donc bien réfléchir avant de reproduire chez soi ce qui semble une bonne idée ailleurs.

Le modèle de Porter se prête finalement assez bien à l’analyse de l’environnement des forces armées. Il reste néanmoins insuffisant, car il ne tient pas compte des données internes, objectives et subjectives.

**Forces, faiblesses, opportunités et menaces pour les armées françaises**

Ces quatre mots bien connus du vocabulaire militaire constituent également un outil d’analyse économique appelé SWOT (Strengths, Weaknesses, Opportunities, and Threats), utilisé notamment en marketing.

La cinquième force de Porter avait mis en évidence **les forces** tirées des capacités détenues.

**Les forces**: sans être exhaustif, on peut tout d’abord citer les capacités que la France est seule, ou pratiquement, à mettre en œuvre en Europe: une dissuasion nucléaire indépendante, un groupe aéronaval intégré dans une Marine océanique, une flotte de ravitailleurs en vol, des avions AWACS et des satellites de renseignement, entre autres. Les forces de souveraineté et pré-positionnées, adossées aux quatre coins du monde à leurs territoires, véritables BPC[[63]](#footnote-63) insubmersibles, sont des atouts indéniables et inégalés en matière de connaissance et d’anticipation, de projection et d’action. De manière plus subjective, la force des armées françaises réside dans leur ressource humaine de qualité, bien formée, pouvant s’appuyer sur une sérieuse expérience collective sur tout type de conflit armé, de basse et de haute intensité, sur tous les continents.

**Les faiblesses** sont bien sûr liées aux contraintes budgétaires du moment, qui peuvent remettre en cause l’équilibre et la cohérence des forces précédemment citées. Ainsi, les économies nécessaires ont un impact sur l’entraînement opérationnel. Il devient plus hétérogène car le gros des moyens est consacré au conflit actuel, l’Afghanistan. Les qualifications sont difficiles à maintenir pour les métiers les plus pointus, comme le pilotage des aéronefs. Les arbitrages diminuent la taille des flottes, abaissant nos aptitudes à faire face aux menaces. Par exemple, la réduction du nombre de petites unités navales au profit des unités les plus grosses rend plus ardue la couverture des mers dans le cadre des missions de police et de contre-piraterie. L’armée de Terre, quant à elle, s’épuise à renouveler sans cesse une ressource humaine particulièrement versatile et difficile à fidéliser. La plus grande faiblesse est sans doute le lien entre l’armée et une Nation qui s’en désintéresse, mais qui en a une opinion favorable.

**Les opportunités:** Tout situation de crise, qu’elle découle de la guerre ou de la situation économique, est génératrice d’opportunités. Ainsi, les réformes, bien que douloureuses, sont l’occasion de réviser en profondeur l’organisation, d’optimiser les processus pour économiser afin de mieux réinvestir ensuite, dans le but ultime d’améliorer l’efficacité au combat. L’inconvénient est qu’une armée professionnelle a besoin d’un minimum de stabilité. Son calendrier de montée en puissance, tant sur le plan humain que matériel, est bien trop décalé par rapport à celui des réformes qui se succèdent à un rythme acharné.

**Les menaces**: à l’évidence, les menaces sont protéiformes. En premier lieu, il ne faut pas écarter l’éventualité d’une surprise stratégique, par essence dangereuse. Ensuite viennent toutes les menaces étrangères sur la sécurité et la paix, identifiées par le Livre blanc. Enfin, il y a les menaces intérieures portant sur la sécurité, mais aussi celles portant sur la cohérence de notre modèle d’armée professionnelle. Tout déséquilibre structurel pourrait l’empêcher de répondre à l’appel le moment venu.

Le SWOT, comme outil d’analyse stratégique, est plus conforme aux techniques d’état-major et moins déroutant pour le militaire. Il vient compléter utilement le modèle de Porter.

**Conclusion: quel avantage compétitif pour l’armée française?**

Pour une entreprise, le rapprochement des deux modèles d’analyse doit permettre d’identifier les facteurs clés de succès qui permettent de dégager un avantage concurrentiel. Dans l’exercice qui nous occupe, il s’agit donc de déterminer les éléments stratégiques qui font la force de l’armée française, et qu’il convient de maîtriser pour mieux défendre le pays et ses intérêts.

À mon sens, la préservation des qualités humaines, culturelles et physiques d’une armée qui a fait ses preuves est essentielle. Il faut aussi la préparer pour la menace future. Ensuite, les caractéristiques uniques de notre pays, fort de ses territoires d’outre-mer et de sa zone économique exclusive, sont un indéniable atout stratégique. Enfin, le maintien de capacités de combat propres, comme l’aéronautique navale ou la force de dissuasion, au demeurant fort coûteuses, sans doute au détriment d’autres plus classiques, permettra à notre pays et à nos alliés de faire face aux menaces les plus diverses. Il ne faut pas se voiler la face. Ce que la France abandonnera dans son arsenal, nos alliés n’auront pas non plus les moyens de l’acquérir, laissant l’Europe complètement dépendante des moyens américains, non garantis! Une entreprise n’abandonnerait jamais ce qui lui donne de la valeur face à ses concurrents!

Cette tentative d’utilisation d’outils empruntés à la stratégie économique a été avant tout didactique et mériterait d’être approfondie. Elle a permis de présenter plusieurs réalités sous un angle différent, de manière plus compréhensible pour l’observateur accoutumé aux marchés économiques. Mais sans doute est-ce là notre champ de bataille actuel!

*Saint-cyrien de la promotion «Commandant MORIN» (1994-1997), le Lieutenant-colonel Pierrick MICHEL est issu des Troupes de marine, spécialité artillerie. Breveté de l’enseignement militaire supérieur du second degré, il suit actuellement une formation de spécialité à HEC.*



**La pierre tactique et stratégique:**

**l'influence des infrastructures**

**en opérations**

# *Par le Chef de bataillon Antoine PAILLOT*

*Dans un contexte où la technologie et la mobilité priment, l'infrastructure doit être repensée comme un outil tactique et stratégique et intégrée dans le processus de décision.*

**L**e choc et le feu, le mouvement et la surprise, la supériorité tactique et technologique, sont autant d'atouts tactiques en vue d'une victoire stratégique. Ces éléments sont principalement fondés sur le mouvement, caractéristique essentielle pour conserver sa liberté d'action.

Comment l'architecture peut-elle alors avoir une action tactique ou stratégique? La ligne Maginot a cristallisé le paradoxe de la fortification onéreuse et inutile sur laquelle tous les espoirs de défense reposaient.

Pourtant, les infrastructures, horizontales ou verticales, sont déterminantes pour les tactiques déployées, dans le cadre d'une stratégie globale, grâce à leurs positions, leurs durées et surtout leur potentiel d'échange culturel.

En effet, choisir le lieu géographique de construction détermine une attitude générale qui sera difficile à modifier dans le temps. Lors du déroulé d'une MEDO[[64]](#footnote-64) initiale pour l'implantation, trois éléments sont à prendre en compte :

* le choix de la position des infrastructures,
* le choix de la durée de vie de ces infrastructures,
* le choix de l'attitude générale et des messages induits que transmettront ces infrastructures.

## Le choix de la position des infrastructures

Le terrain commande la manœuvre. Par quelles positions les belligérants y parviennent-ils? Sans doute de positions fortifiées, où ils se sentent à l'abri, et par des voies qui permettent l'acheminement des forces en sûreté, que ce soit des voies de communication habituelles ‒ routes, fleuves, rail ‒ ou l'espace libre, qu'il soit terrestre, aérien, ou maritime.

L'infrastructure verticale doit donc assurer une protection *a minima* du personnel, des moyens d'action (armement, véhicules), des moyens de décision (transmissions, état-major) et des approvisionnements (munitions, carburant, eau, denrées, production d'énergie). À ce titre, une zone de stationnement militaire est organisée comme une petite ville plus ou moins autonome suivant le contexte, avec ses logements, ses bureaux, ses parkings, son industrie (ses ateliers), sa zone de restauration, etc. Elle doit donc être pensée comme un espace urbain.

Mais les zones de stationnement ne doivent pas seulement assurer une protection. Elles doivent aussi permettre de réagir rapidement. Se protéger de l'extérieur induit de limiter les ouvertures sur l'extérieur, alors que la capacité à réagir rapidement implique de multiplier les nombre de sorties pour conserver surprise et réactivité. L'infrastructure joue donc pleinement un rôle tactique dans leur organisation.

En outre, «qui tient les hauts tient les bas»: la position d'un camp n'est pas neutre. Sur les nœuds de communication ou à l'écart, sur les hauteurs ou dans une cuvette, disséminées ou rassemblées en un seul camp, les zones géographiques de stationnement doivent être réfléchies et décidées dans le cadre d'une MEDO initiale. Ce n'est pas par hasard que la majeure partie des garnisons se situaient ainsi dans le nord-est de la France.

Les infrastructures horizontales sont tout autant importantes, puisque leur réalisation participe à la manœuvre: elles facilitent l'acheminement des forces et de la logistique (la Voie Sacrée) et, surtout, contribuent à la reconstruction d'un pays et au renouvellement des échanges économiques. La position choisie pour le stationnement des forces aériennes va conditionner ainsi la liberté d'action aérienne et le coût de l'acheminement des forces terrestres.

La situation des infrastructures endosse donc un rôle prépondérant dans le cadre d'une stratégie militaire, d'autant plus que celles-ci sont appeler à durer.

## Le choix de la durée de vie des infrastructures

Les frontières actuelles de la France, voulues par Louis XIV, ont été dessinées dans la pierre par les fortifications du Maréchal de Vauban. Celles-ci ont fonctionné bien au-delà du siècle des Lumières: la citadelle de Bitche, deux siècles après sa construction, renforcée, a tenu plus de sept mois face aux canons des armées prussiennes, d'août 1870 à mars 1871, ce qui vaudra aux assiégés de pouvoir quitter la place avec les honneurs de la guerre. Cet exemple illustre la longanimité des infrastructures.

Qu'elles soient militaires ou civiles, les constructions ont vocation à durer: leur échelle de temps est le siècle. Choisir une zone de stationnement a donc aussi des implications dans le temps. Deux options sont alors en lice: réaliser des constructions soit durables, soit «mobiles». Les secondes sont souvent préférées sur les théâtres d'opérations extérieures; les structures métallo-textiles et autres bâtiments préfabriqués ont l'avantage de pouvoir être rapidement déployés et tout aussi vite retirés, sans générer trop de déchets et permettant de rendre un terrain vierge.

Pourtant, d'autres approches pourraient être suivies. Si le choix du terrain est stratégique, soit les armées françaises ont vocation à y rester, soit d'autres armées utiliseront ce terrain. Dans ces deux cas, construire durablement offre l'avantage de jouir d'infrastructures durcies, positionnées tactiquement, dimensionnées autant pour le confort que pour la sûreté du personnel et, surtout, permettant d'offrir (ou de revendre) aux successeurs une infrastructure qui ne sera pas à recréer. Le choix de l'infrastructure durable est certes onéreux, mais la construction et le déplacement des infrastructures «mobiles» le sont tout autant à long terme.

En outre, au lieu d'investir massivement et uniquement dans les protections de type *bastion-wall* ou sacs à terre, les bâtiments en dur, conçus pour s'adapter aux menaces, complètent ce dispositif en assurant un environnement sûr et suffisamment confortable pour le repos des troupes pour un financement adapté. C'est ainsi que des bâtiments anti-roquettes, en brique et en béton armé, sont construits par le service d’infrastructure de la Défense (SID) en Afghanistan.

Être et durer est aussi valable pour les infrastructures: aux choix géographiques et durables, la politique immobilière militaire est en outre stratégique pour un échange de culture.

**Le choix de l'attitude générale et des messages induits transmis par les infrastructures**

La victoire de Jules César à Alésia fut l'occasion, non seulement de mettre fin à la guerre des Gaules, mais, surtout, d'étendre la civilisation romaine dans les confins occidentaux de l'Europe. La société gauloise évolua alors, entre autres, grâce aux infrastructures développées par les Romains: routes pavées, viaducs, aqueducs, palais, habitations. Les infrastructures horizontales et verticales ont subi l'hégémonie romaine, pour le bénéfice des Romains et celui des populations locales.

Choisir un mode de construction n'est pas anodin. Trois options s'offrent:

* La première est dans le cas des bâtiments «mobiles». L'image fournie alors aux populations alentour révèle une pensée stratégique à court terme: les forces s'implantent, mais ne resteront pas durablement. L'effort peut être alors réalisé au profit de la population, en reconstruisant les routes, les écoles, les hôpitaux et les administrations.
* La deuxième option serait de construire à l'identique des bâtiments environnants, sous le prétexte des ressources locales préexistantes et d'une qualité de construction adaptée aux conditions climatiques. Le message transmis est alors celui d'une force installée durablement et qui s'intègre au pays. L'échange culturel est alors inversé: les forces militaires s'imprègnent de la culture locale, sans chercher à imposer leur modèle de société.
* La troisième voie serait de construire durablement à la mode occidentale. Les besoins en ressources et en entreprises compétentes démontrent un investissement dans le pays, mais pas toujours une utilisation de ses ressources humaines. Cette image, qui peut être reçue très négativement, peut pourtant être l'occasion de participer à la reconstruction du pays, surtout si les équipes chargées des actions civilo-militaires (ACM) y font participer les autochtones.

En revanche, dans les trois cas précités, protéger massivement les infrastructures, nécessité militaire, est une démonstration de force à double tranchant: très onéreuses, les fortifications sont un message fort qui engage les adversaires dans la lutte du faible au fort, avec les difficultés connues aujourd'hui.

Construire est donc un acte tactique et stratégique qui révèle la pensée politique. Lorsque l'état final désiré est déterminé, les décisions immobilières doivent l'intégrer pour choisir les lieux, la durabilité et le mode de construction, éléments indispensables pour maîtriser l'espace et le temps et transmettre un mode de civilisation.

*Ingénieur de l'école nationale supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM 1996-1999), le Chef de bataillon Antoine PAILLOT est de l’arme du Génie. Lauréat du concours du diplôme technique sur titre en 2010, il est retenu pour effectuer un mastère spécialisé de maîtrise d'ouvrage et gestion immobilière à l'école spéciale des travaux publics (ESTP) à Paris.*



## Les grands capitaines



**Septembre 1914:**

**le Général GROSSETTI sur la Marne**

# *Par le Lieutenant-colonel Rémy Porte*

**D**ans le cadre du profond renouvellement du commandement auquel le Général Joffre procède au début de la Grande Guerre, le cas du Général Paul-François Grossetti est tout-à-fait intéressant, car il contredit bien des idées reçues sur ces fameux «limogeages».

Né en 1861, Saint-Cyrien ayant choisi l’infanterie (il sert alternativement dans «la ligne» et dans «la légère», en Algérie et au Tonkin comme en métropole), il est breveté de l’École supérieure de guerre avec la mention *Très bien* en 1892. Aux premiers jours d’août 1914, il rejoint son affectation du temps de guerre comme chef d’état-major du Général Ruffey, commandant la IIIème armée française, et participe avec celui-ci durant la deuxième quinzaine du mois à la désastreuse «bataille des frontières». Ces échecs entraînent en particulier le remplacement de Ruffey par Sarrail, mais le commandant de la IIIème armée n’est pas seul visé, et Joffre a des mots très durs pour Grossetti: «Voulant tout faire par lui-même, utilisant mal son personnel, des retards fâcheux, des oublis plus fâcheux encore dans la transmission des ordres lui étaient imputables».

Toutefois, si le Général Grossetti ne semble pas taillé pour faire un chef d’état-major de premier plan, le commandant en chef ne le considère pas moins comme un «magnifique soldat»: Joffre, qui sait juger les hommes, subodore «qu’il rendrait plus de service à la tête d’une division». C’est ainsi que le même jour, le 30 août, Grossetti est relevé de ses fonctions à la IIIème armée (où il est remplacé par le colonel Leboucq) et immédiatement nommé au commandement de la 42ème division d’infanterie.

## Cadre général

Il faut, pour apprécier dans leur contexte les évènements qui suivent, prendre en compte trois facteurs: d’une part, les armées allemandes ne cessent de progresser vers le sud; d’autre part, le vaste et massif mouvement de bascule des forces de la droite (Alsace-Lorraine) vers le centre (Champagne) et la gauche (région parisienne) du dispositif français a été engagé par le GQG; enfin, cette réorganisation s’accompagne de la création *ex-nihilo* d’un détachement d’armée Foch, transformé en quelques jours en une nouvelle IXème armée. Ces éléments ont plusieurs conséquences objectives: l’avance allemande provoque d’importants encombrements sur les axes de circulation et la dislocation de nombreuses unités, dont les P.C. doivent se replier quotidiennement; la bascule des divisions d’est en ouest entraîne une surcharge des moyens de transport et il faut plusieurs jours pour que les régiments d’infanterie, de cavalerie et d’artillerie soient à nouveau regroupés avec leurs moyens organiques, et donc opérationnels; le détachement d’armée Foch, qui doit tenir la position centrale et assurer la jonction avec l’armée de Langle à sa gauche (elle-même en retraite), ne compte encore au 29 août que… 5 officiers, dont le général et deux lieutenants-colonels (Weygand et Devaux). Il doit néanmoins être rapidement constitué des 9ème et 11 ème CA, des 52 ème et 60 ème divisions de réserve, de la 9 ème DC et de la 42 ème DI prélevées sur d’autres armées. André Tardieu se souvient: «Personne au GQG n’avait pu nous renseigner sur l’emplacement exact de nos divisions», toutes en mouvement. C’est assez dire que, dans de telles circonstances, l’engagement rapide d’une grande unité interarmes venue d’un autre secteur du front dépend en grande partie des qualités foncières et de l’investissement personnel de son chef.

Venue de la III ème armée (à droite du détachement Foch), au sein de laquelle elle se replie tout en menant des combats retardateurs, la 42 ème division doit être insérée à l’extrême gauche du nouveau dispositif, alors que dans la période du 29 août au 5 septembre le modeste état-major de Foch recule de près de 120 kilomètres, entre Attigny et Plancy, des Ardennes aux rives de l’Aube. La division, considérée comme la meilleure du 6 ème CA, commence à embarquer à Verdun dès le 30, le jour même de la prise de commandement de Grossetti, et se regroupe à partir du 31 en milieu de journée le long du ruisseau de la Retourne, que Foch a fixé comme première ligne de défense à partir de la journée du 1er septembre. Pour le général commandant la future IX ème armée, en effet, la 42 ème DI est «vigoureusement commandée» et a été moins affaiblie au cours des jours précédents que ses 9 ème et 11 ème CA. Il lui revient donc d’assurer la difficile mission prioritaire de conserver la liaison avec l’armée de Langle, tout en poursuivant, pendant cinq jours, la retraite. Grossetti est partout, se déplace d’un régiment à l’autre, réchauffe les ardeurs et maintient le courage de chacun, tout en remettant de l’ordre dans ses unités. Pour Foch, dès le 2 septembre, «la situation tactique s’était sensiblement améliorée grâce à la solidité et à la continuité rétablies de notre front, grâce à la liaison maintenant assurée à gauche avec la V ème armée».

Le 5 septembre, le détachement d’armée Foch est doté de ses propres services de l’arrière et devient IX ème armée. Le même jour, ses arrière-gardes sont sur une ligne Sommesous, Fère-Champenoise, Sézanne, lorsque parvient l’ordre du GQG: «Il convient de profiter de la situation aventurée de la Ière armée allemande … Toutes dispositions seront prises dans la journée du 5 en vue de partir à l’attaque le 6». Dans le cadre de la mission de la IX ème armée (tenir les débouchés sud des marais de Saint-Gond et le plateau nord de Cézanne), la 42 ème DI reçoit la mission de cesser son mouvement de repli à hauteur d’Allemant et de Fère-Champenoise et de se préparer à «tenir les marais de Saint-Gond entre Bannes et Oye», tout en étant capable «d’agir demain en direction La Villeneuve-les-Charville, Vauxchamp», au bénéfice du 10 ème CA voisin.

## La bataille

Alors que les régiments français procèdent à un «demi-tour sur place» dans les conditions que l’on imagine pour occuper les positions de départ qui leur sont fixées pour le lendemain, les II ème et III ème armées allemandes, toujours lancées vers le sud, poursuivent leur offensive et parviennent à franchir les marais. Installée dans le secteur de Mondement dans l’après-midi du 5, la 42 ème DI est attaquée le lendemain matin sur toute l’étendue de son front. À sa gauche, avant de pouvoir être solidement tenu le soir, le village de Villeneuve est pris et perdu à trois reprises dans la journée; à sa droite, elle doit se replier sur la lisière nord du bois de Saint-Gond: «Au prix de pertes sérieuses et grâce à son héroïque résistance, cette division a brisé, dans l’ensemble, les efforts répétés et puissants de l’ennemi. À la nuit tombante, elle maintient l’occupation de sa ligne». Accompagné d’un simple peloton d’escorte et d’officiers de liaison, Grossetti a été au cœur de l’action, et la bonne tenue de sa division permet à la IX ème armée de conserver la liaison avec sa voisine. Pour la journée du 7 septembre, la 42 ème DI doit attaquer dans le même secteur avec le 10ème CA, mais l’offensive allemande est relancée avec vigueur dès le matin de part et d’autre des marais de Saint-Gond; et ce n’est que vers 18h00 que cesse l’effort ennemi devant les contre-attaques «agressives» conduites par Grossetti. Au soir, la situation de la IX ème armée n’est pas brillante: la division marocaine et la 42e DI résistent péniblement sur la gauche, le centre maintient difficilement ses positions et sa droite commence à céder. C’est l’origine de la fameuse affirmation prêtée à Foch, qui ordonne à la 42 ème DI «de poursuivre énergiquement ses attaques en liaison avec les 9 ème et 10 ème corps». Au cours de la matinée, la division est la seule à progresser, par le bois de Soizy, le plateau de Villeneuve et Corfélix, mais Foch lui-même doit reconnaître que «la situation reste grave, notamment dans la moitié droite de mon armée».

La célèbre manœuvre de Mondement est conçue le 8 septembre au soir, alors que depuis la veille, la droite de Foch ne cesse de perdre du terrain dans le secteur de Fère-Champenoise: «Il n’y a pas à hésiter, c’est à ma gauche en progrès qu’il faut puiser pour renforcer et sauver à tout prix ma droite en détresse». Dans le secteur de Soizy-aux-Bois, la 42 ème DI doit être relevée en pleine bataille par le 10 ème corps et, «à mesure qu’elle sera relevée de ses emplacements», se reformer en réserve d’armée entre Linthes et Pleurs pour être à nouveau immédiatement engagée sur la droite. Dès l’aube du 9, «alors que l’ennemi redouble la violence de ses attaques», c’est pratiquement sous le feu de l’artillerie allemande que Grossetti active les déplacements de ses unités, sans hésiter toutefois, au passage, à «prêter» deux bataillons de chasseurs et quelques batteries d’artillerie au Général Humbert, dont la division marocaine est en difficulté devant le château de Mondement. Ce mouvement de rocade d’ouest en est de plusieurs milliers d’hommes sur les arrières immédiats d’une ligne de feu sans cesse menacée d’être percée n’est pas une mince affaire. Annoncée au 9 ème et au 11ème corps pour le milieu de journée, l’arrivée de la 42 ème DI est retardée par les impondérables de la circulation dans la zone des combats et en particulier par l’aide apportée à la division marocaine. Mais Grossetti tient bien en main ses régiments, «admirables d’ordre et d’allure», et reçoit l’ordre de contre-attaquer de part et d’autre de la route Connantre, Fère-Champenoise à partir de 16h00, horaire finalement reporté à 17h15. Les Allemands, éreintés par plusieurs jours d’assauts continus, se replient. La situation de la IX ème armée est sauvée.

On a pu dire que l’arrivée tardive de la 42 ème DI sur ses positions d’attaque avait fait dans la bataille en cours l’effet d’un «coup de poing dans le vide», mais c’est compter sans l’aspect presque psychologique de la traversée d’ouest en est de la zone de combat. Les unités allemandes sont aussi épuisées que les régiments français, et l’arrivée de ce renfort à la suite d’une manœuvre osée (les Allemands peuvent suivre la progression de l’artillerie de la 42 ème DI) déstabilise le front de lutte. C’est alors la poursuite, vers Châlons, la Marne et, au-delà, la Suippe. En tenant à tout prix ses positions à gauche de la IX ème armée, puis en basculant tous ses moyens vers la droite du dispositif, Grossetti a permis, entre le 6 et le 9 septembre, à l’armée Foch de tenir sur ses positions tout en conservant la liaison avec sa voisine puis, entre le 10 et le 13, d’accélérer le repli allemand. Le 25, elle s’empare du fort de La Pompelle et de la ferme d’Alger.

## Une leçon

À partir du 1er et surtout du 4 octobre, le front se fige devant la IX ème armée. Mais les opérations se poursuivent à l’extrême gauche des armées françaises, vers la Picardie et l’Artois: Foch est désigné pour coordonner l’action des armées alliées dans le nord. Il y retrouve le 21 octobre «la 42 ème division française, commandée par le Général Grossetti. C’est une troupe et un chef de premier ordre», transférée dans l’urgence dans la région de Furnes (Belgique), et qui se distingue à nouveau à partir du 23 sur l’Yser. Grossetti participe ensuite aux offensives de 1915 dans le nord, sert devant Verdun en 1916 et prend en 1917 le commandement des armées françaises d’Orient (AFO), sous les ordres de Sarrail. Mais, épuisé et malade, il doit être rapatrié sanitaire à la fin de l’année et décède au début du mois de janvier 1918. Il ne vivra ni les ultimes offensives allemandes, ni les contre-attaques des Alliés et, dans l’euphorie de la victoire retrouvée, sera souvent oublié.

Joffre avait eu le meilleur jugement. Cet officier général n’était peut-être pas un excellent chef d’état-major, mais il s’est révélé être dans l’action un chef exceptionnel. Le quasi-limogé du 30 août 1914 est un des principaux artisans de la résistance aux marais de Saint-Gond et à Ypres. À l’issue de la Grande Guerre, pourtant, son souvenir s’estompe, et c’est Albert Ier de Belgique, le «roi-chevalier», qui offrira à la ville d’Ajaccio une statue de celui qui a tant contribué à briser la grande offensive allemande sur la Marne puis sur l’Yser.

*Le Lieutenant-colonel PORTE est chef du bureau Recherche au CDEF. Officier historien, il a publié une quinzaine d’ouvrages et s’est spécialisé sur la Première Guerre mondiale et les théâtres d’opérations extérieurs. Parmi ses dernières publications: «****Dictionnaire de la Grande Guerre****» (Bouquins, 2008), «****Chronologie commentée de la Première Guerre mondiale****» (Perrin, 2010) et «****Les secrets de la Grande Guerre****» (Vuibert, 2011).*

*Il est le réalisateur du blog «****GUERRES ET CONFLITS XIXème – XXIème», annoncé et décrit page 13.***



## Nouvelles d’Amérique[[65]](#footnote-65)



**Dessiner le Corps des *Marines***

**post-Afghanistan[[66]](#footnote-66)**

*Par le Lieutenant-colonel Durville,*

*officier de liaison auprès du Marine Corps*

***Cette fiche dresse un état des lieux de cette institution, en décrit les principales orientations pour le futur proche, et montre comment la traditionnelle comparaison entre l’armée de Terre française et le Marine Corps n’a jamais été autant d’actualité.***

**«N**ous n’allons pas casser la banque», rassure le Général Amos, à qui revient la responsabilité de «dessiner le Corps des *Marines* post-Afghanistan». Le *Marine Corps* est en effet confronté à un changement de paradigme opérationnel dans un contexte de forte récession budgétaire, ce qui le conduit à redéfinir à la fois son rôle et ses capacités, en réaffirmant sa vocation **expéditionnaire et maritime**.

**Lourdement engagé dans des opérations terrestres depuis dix ans et soumis à une forte pression budgétaire, le Corps des *Marines* aborde une période de profonde évolution**

**L’Afghanistan et l’Irak** ont profondément transformé le *Marine Corps*, en particulier en le tenant éloigné sa vocation maritime. Le retrait progressif des forces américaines d’Afghanistan[[67]](#footnote-67) lui pose trois défis :

* Les principaux matériels déployés en opération sont usés par dix ans d’engagement intense, et nécessitent donc un effort financier (remise en état ou remplacement),
* À une période d’engagement opérationnel intense pourrait succéder une période de calme relatif, pendant laquelle il faudra préserver l’attractivité du Corps,
* Enfin, le Corps doit assumer l’héritage humain de son engagement, en particulier les blessés graves et les troubles du comportement engendrés par le stress au combat.

**Simultanément**, le Corps est soumis, à l’instar des autres services, à une **forte contrainte budgétaire.** Sans exclure des réductions plus drastiques, une baisse d’environ 10% des effectifs du Corps est déjà actée, tandis que les programmes phares des *Marines* sont ébranlés ou supprimés: développement de l’*Expeditionnary Fighting Vehicle* annulé, avion *F35* mis sous surveillance.

La fin de l’ère afghane et les réalités budgétaires appellent donc des choix stratégiques de la part du Corps.

**Pour négocier ce virage délicat, *le Marine Corps* a déjà pris un certain nombre d’orientations**

Tout d’abord, le Corps des *Marines* **redéfinit clairement son positionnement stratégique** dans le paysage militaire américain, autour de deux mots clés: «*expeditionary*» et «*middleweight*». Expéditionnaire, le Corps est conçu, organisé et entraîné pour répondre aux crises et assurer l’accès au littoral. Plus léger que l’*Army*, plus lourd que les forces spéciales, le *Marine Corps* se présente comme une force médiane, suffisamment légère pour être projetable rapidement, suffisamment lourde pour avoir un effet significatif sur le terrain. Ce positionnement permet au Corps de s’afficher comme une «*cheap force*», idéalement taillée pour accompagner le recentrage stratégique américain sur la région Pacifique.

Décliné en **choix capacitaires**, ce positionnement stratégique conduit le *Marine Corps* à accepter une prise de risque mesurée sur le segment de l’engagement majeur prolongé, et à porter son effort sur la maîtrise des missions de coopération, de gestion de crise et d’entrée en premier. Dessinant un Corps moins nombreux, mais «rapide, rustique et létal», le général Amos a validé les orientations suivantes:

* perte de 3 bataillons d’infanterie sur 27, de 2 bataillons d’artillerie sur 11, et rationalisation des structures de commandement,
* préservation des capacités nouvelles acquises pour faire face à la guerre irrégulière: drones, expertise médico-légale, lutte contre les *IED,* etc.,
* accroissement des effectifs dédiés aux actions cybernétiques et renforcement des forces spéciales du Corps (plus 30%).

**Au plan humain**, la négociation de ce changement d’époque est extrêmement délicate pour un Corps dont la force repose essentiellement sur la qualité de son recrutement, et qui renouvelle chaque année 40% de ses militaires du rang.

* + la cohésion des unités du corps ainsi que le soutien des familles figurent parmi les priorités affichées du *Commandant*: lutte contre l’atomisation, réflexions sur le rythme des mutations et sur le leadership, avec un effort sur les chefs de groupe.
  + le maintien d’un rythme d’activité attractif est une préoccupation du Corps: un effort renouvelé en direction des *Marine Expeditionary Units* (groupements amphibies déployés en mer pour 6 mois), des unités tournantes au Japon et des missions de coopération devrait permettre au Corps de conserver un rythme d’activité satisfaisant.

L’enjeu pour le Corps est donc d’affirmer sa pertinence stratégique et son efficience opérationnelle tout en continuant d’attirer une ressource humaine de grande qualité.

**Dans ce contexte, la coopération avec le *Marine Corps* représente aujourd’hui un triple intérêt pour l’armée de Terre**

Il s’agit d’abord de développer son **interopérabilité** avec une force qui représente un peu plus du quart des effectifs terrestres américains, et qui conserve une doctrine et des procédures propres (de la planification opérationnelle aux procédures aéronautiques). En outre, la vocation maritime réaffirmée du Corps multipliera les opportunités de coopération avec les forces françaises, à l’entraînement ou en opération, comme récemment en Lybie[[68]](#footnote-68).

Il s’agit ensuite de se «**benchmarker»** avec une organisation de 180.000 hommes, soumise pour partie aux mêmes défis opérationnels et organiques que l’armée de Terre, avec qui elle partage un certain nombre de traits culturels, de l’esprit expéditionnaire à la rusticité assumée. La façon dont le *Marine Corps* adaptera ses capacités, sa formation, son entraînement, son approche de l’environnement humain et ses cursus de carrière aux défis du temps, mérite d’être observée avec attention.

Enfin, il s’agit de bénéficier de **l’expertise** du Corps dans trois domaines principaux:

* le combat d’infanterie,
* l’amphibie et l’entrée en premier,
* l’intégration des composantes aériennes, terrestres et logistiques.

Fidèle à sa vocation, **le Corps des Marines post-Afghanistan ambitionne donc d’être une force expéditionnaire, «capable de répondre immédiatement aux défis et menaces actuels»**, tout en demandant un investissement relativement modique. Mais la référence implicite à la loi de Pareto n’est pas l’essentiel. Quels que soient les choix budgétaires, le Corps veillera à conserver la motivation de ses hommes et la confiance du peuple américain.



**On a aimé**

**Faut-il brûler la contre-insurrection?[[69]](#footnote-69)**

## De Georges-Henri Bricet des Vallons

***F****aut-il brûler la contre-insurrection* est la synthèse d’une succession d’articles argumentés et très richement illustrés qui mettent en lumière la complexité et les problématiques liées à la contre-insurrection aujourd’hui. Ils en expliquent la genèse, sa mise en application sur le terrain, et ils donnent des pistes de réflexion pour en justifier le sens, mais aussi pour en limiter les effets.

Confrontés à la thématique très actuelle «***Faut-il brûler la contre-insurrection?»,*** les auteurs font bien apparaître les difficultés de la théorie qui oscille entre un choix porté sur les populations et un choix plus «cinétique», employant préférentiellement la force. Le sujet est délicat, et il semble tout aussidifficile d’avoir un avis tranché sur la question**.** C’est un peu le sentiment général qui reste, une fois la lecture de l’ouvrage achevée. Ainsi, il aurait été peut-être intéressant de trouver une réponse française à la question, qu’elle soit pour ou contre. Même s’il est contesté, le point de vue du Général Desportes sur le sujet aurait ainsi pu offrir une vision à la marge.

De plus, une conclusion répondant directement à la question et synthétisant les avis aurait pu offrir une ouverture intéressante et susciter *in fine* davantage le débat et la réflexion.

L’ouvrage constitue cependant un excellent recueil pour un officier intéressé par une des questions militaires du moment: la contre-insurrection. Il ne se limite pas au seul Afghanistan et ouvre de nombreuses pistes de connaissances à approfondir. Ensuite, il permet d’avoir une bonne vision des manuels doctrinaux (notamment US) qui sont la colonne vertébrale de cette théorie. Enfin, il donne un éclairage intéressant de l’influence française, notamment de celle du Colonel Trinquier ou du Lieutenant-colonel Galula.

L’étude s’inscrit bien dans le cadre de l’apprentissage de l’approche globale: il souligne l’importance à porter à la fois au terrain et aux aspects sociologiques humains, tout en conduisant une action purement guerrière.

Ce livre coïncide avec des réflexions très actuelles, notamment celle portant sur la dialectique de l’action dans «la guerre» et dans «une guerre». Il met bien en avant ce qui est régulièrement repris par le Général CEMAT ou le Commandement des forces terrestres: ce n’est pas parce que l’on est confronté à une guerre que l’on doit désapprendre la guerre. Ensuite, il montre tout l’intérêt à porter au retour d’expérience dans toute forme d’opération.

«***Faut-il brûler la contre-insurrection***» se lit sans difficultés. Ce livre de bon niveau ouvre le débat et suscite la réflexion. Il semble tout à fait adapté au niveau stagiaire CSEM et École de guerre, car il donne des approches très actuelles qui touchent, en particulier, l’aspect de l’approche globale. Ainsi, le lire au sein du module de stabilisation semble judicieux, même s’il n’est pas un incontournable.

*Par le Chef d’escadrons Nicolas OLDRA,*

*de la 124e promotion du CSEM*

# Un monde sans Europe[[70]](#footnote-70)

## De Philippe ESPER avec la collaboration de C. de BOISSIEU

et

**Où va l’Amérique d’Obama?**

### **De Hervé de Carmoy et Alexandre Adler**

**C**es deux livres sont très complémentaires.

*L’Europe au contraire, par sa langueur à affronter de face les enjeux majeurs, par l’amollissement de son énergie collective, offre un contraste qui se traduit par le déclin de la considération qu’on lui prête sur la scène internationale*. Cette phrase, extraite d’un livre traitant de l’Amérique de Obama met en évidence les évolutions respectives de la Chine et de l’Europe; elle illustre clairement l’absence de volonté de puissance de l’Europe.

*Chacun des États de cette Europe agit pour son propre compte, la recherche d’une position commune face aux autres puissances et aux grands problèmes mondiaux devrait, dans son propre intérêt, être pour eux une priorité absolue*. Cet extrait résume l’objectif du livre d’Esper. Après une assez longue présentation des risques actuels et potentiel (ressources, prolifération nucléaire….) les auteurs analysent finement l’émergence de l’Asie en se gardant d’être aveuglés par la seule Chine.

Si sur le plan économique les contraintes de la mondialisation contraignent les États de l’UE à une certaine convergence, il n’en est rien au niveau industriel et militaire.

Les auteurs n’écartent pas un scénario de rupture, celui *d’une Europe acceptant l’affaiblissement ou la perte de ses industries de souveraineté*. Et ce de manière irréversible….

Livres très actuels, belles signatures…

*Par le Général de corps d’armée (2°s) Jean-Noël SORRET*



Directeur de la publication:

Gca (2°s) HOUBRON *(Association MINERVE)*,

Comité éditorial**:**

**Gbr VUILLAUME,**

**Col de LADOUCETTE,**

**Col PAUPERT,**

Col (H) MAZEL *(Association MINERVE)*,

Lcl VENTURA,

# Lcl (R) MISSET

Rédacteur en chef**:**

**Lcl VENTURA**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**Lcl (R) MISSET**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

1. ***Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.*** [↑](#footnote-ref-1)
2. *Chargé d’études à l’Institut de recherche stratégique de l’École militaire (IRSEM)* [↑](#footnote-ref-2)
3. Ces projets sont cependant retardés par une controverse sur les prix, homothétique de celle qui oppose Pékin et Moscou. La Chine propose 150 $ le m3, alors que les Européens le paient 250 $. [↑](#footnote-ref-3)
4. Depuis l’arrivée d’un pouvoir civil au Myanmar qui, depuis 2008, souhaite rééquilibrer ses alliances en s’ouvrant à l’influence américaine, les relations avec Pékin sont plus difficiles. En septembre 2011, après plusieurs semaines de controverses publiques, le nouveau président civil birman annonçait la suspension des travaux évalués à 3,6 Mds de $ du barrage de Myitsone construit par les compagnies chinoises sur l’Irrawaddy [↑](#footnote-ref-4)
5. Les «perles» de ce «collier» chinois, comme les appellent les spécialistes américains de la Chine ‒ «string of pearls» ‒ sont actuellement au nombre de huit: une à Hainan, deux dans les îles Paracels, une au Sri Lanka, une autre au Bengladesh, deux probables au Myanmar, et une au Pakistan. Elles sont réparties entre l’île de Hainan, base de sous-marins stratégiques et nouveau centre de lancement spatial, et le port pakistanais de Gwadar, à proximité du détroit d’Ormuz, inauguré en 2007. À l’exception des bases du Myanmar, qui abritent des centres d’écoute, aucune de ces implantations n’est une base militaire. [↑](#footnote-ref-5)
6. En mars 2009, lors d’une visite à Tokyo, le Général Liang Guanglie, ministre de la Défense chinois, expliquait à son homologue japonais que la Chine ne pourrait pas rester indéfiniment sans porte-avions. L’entraînement des pilotes a déjà commencé sur une base non loin de Dalian, au nord-est de la Chine, avec le JL9, en attendant la mise au point du J15, copie du SU 33 russe. Le 1er PA chinois, reconstruit à partir de la carcasse du *Varyag*, achetée à l’Ukraine en 1998, et baptisé Shilang, du nom d’un amiral des Qing ayant participé à la reconquête de Taïwan, a commencé ses essais le 10 août 2011. [↑](#footnote-ref-6)
7. Armée populaire de libération [↑](#footnote-ref-7)
8. Après un rappel à l’ordre de sa hiérarchie, Yin Zhuo était revenu sur sa déclaration. [↑](#footnote-ref-8)
9. Limité désormais à trois groupements tactiques interarmes de taille réduite, basés en République de Djibouti (RDD), au Tchad et au Gabon, à une douzaine d’avions de combat (Tchad et RDD) et à des forces d’assistance ou de soutien sans vocation expéditionnaire [↑](#footnote-ref-9)
10. Type MISTRAL [↑](#footnote-ref-10)
11. Soit un effectif d’environ 250 militaires [↑](#footnote-ref-11)
12. Une embarcation drome amphibie rapide (EDAR) et deux chalands de transport de matériel (CTM), mis en œuvre par un détachement de la flottille amphibie [↑](#footnote-ref-12)
13. 3 sections d’infanterie, 1 groupe mortier, 1 section génie combat, 1 peloton blindé, 1 soutien technique de niveau 1/2; ce format est bien évidement adaptable en fonction de la mission et des moyens disponibles [↑](#footnote-ref-13)
14. Composé classiquement de 2 à 4 hélicoptères de manœuvre (HM) et 2 hélicoptères d’attaque (HA), ce qui est loin des capacités d’emport maximales du BPC (spécifié pour 16 HM; un groupement mixte HM/HA à 19 aéronefs a été mis en œuvre pendant l’opération «Harmattan») [↑](#footnote-ref-14)
15. En particulier la Réunion, Djibouti, Dakar, Port Gentil et Libreville [↑](#footnote-ref-15)
16. Cette possibilité d’aérolargage en mer de forces spéciales (commando marine et GIGN) a été, en particulier, employée lors de l’opération «Thalatine» de libération des otages français retenus sur le *Ponant* et de récupération à terre d’une partie de la rançon. Les renforts (état major spécialisé et commandos) ont alors été projetés depuis la métropole puis la République de Djibouti vers la force navale constituée pour la circonstance [↑](#footnote-ref-16)
17. 3 à 6 mois [↑](#footnote-ref-17)
18. L’obtention de ces autorisations, découlant d’un processus diplomatique, n’est aucunement garantie et peut occasionner des délais prohibitifs [↑](#footnote-ref-18)
19. Car située en haute mer, hors de vue des côtes [↑](#footnote-ref-19)
20. À titre d’exemple, le BPC *Tonnerre* a rempli ce rôle de réserve embarquée durant deux mois pendant l’hiver 2011 devant la Côte d’Ivoire, avant de projeter le détachement embarqué en renfort du dispositif français à Abidjan [↑](#footnote-ref-20)
21. Au plus quelques dizaines de kilomètres, en fonction du terrain et de la menace à terre [↑](#footnote-ref-21)
22. Les opérations menées récemment, faisant appel à des modes d’action amphibies, tenaient plus du transport opérationnel vers une côte présumée neutre ou amie. Seules les opérations «Baliste» (à son déclenchement en juillet/aout 2006) et «Thalatine», et l’action du groupement aéromobile pendant l’opération «Harmattan» peuvent être considérées, *a posteriori,* comme des opérations amphibies [↑](#footnote-ref-22)
23. Suite à la campagne aérienne et aux tirs de missiles de croisière, les seules défenses aériennes libyennes résiduelles étaient des armes automatiques (ALI; 14,5; ZSU 23-2) et des missiles type MANPAD employés de façon non coordonnée. Cette menace est comparable à celle qui peut être rencontrée sur le territoire africain [↑](#footnote-ref-23)
24. Mode d’action *Ship To Objective Maneuver* (STOM) en nomenclature OTAN [↑](#footnote-ref-24)
25. Contraintes de gradient et de déferlement des vagues d’une part, d’exposition aux feux de l’ennemi, de possibilité de dégagement (routes et pistes) vers l’intérieur des terres et de zones de posé d’hélicoptères d’autre part [↑](#footnote-ref-25)
26. Notons qu’à l’occasion de l’opération «Overlord», malgré les moyens gigantesques mis en œuvre, ces reconnaissances subaquatiques et terrestres des plages ont tout de même été menées, preuve s’il en est de leur caractère indispensable [↑](#footnote-ref-26)
27. Par le biais des Sections Navales de Plage de la flottille amphibie [↑](#footnote-ref-27)
28. Relâche opérationnelle de bâtiment, DIO, manœuvre commune… [↑](#footnote-ref-28)
29. Y compris le réseau des attachés de défense et des coopérants [↑](#footnote-ref-29)
30. Estimée à 30 milles (54 km) par défaut, afin de prendre en compte la menace présentée par des missiles antinavires tirés depuis la terre, dont l’emploi par le Hezbollah en 2006 a prouvé que leur prolifération ne se limitait pas aux seuls États. Une étude précise de la menace sur le théâtre peut amener à réduire cette distance, qui permet néanmoins de maintenir l’effet de surprise en maintenant le BPC hors de portée optique et radar de la côte. [↑](#footnote-ref-30)
31. EGAME ou bull-tapis TD5 mis en œuvre par un détachement du génie [↑](#footnote-ref-31)
32. 18 à 25 nœuds, en fonction de la charge et de l’état de la mer [↑](#footnote-ref-32)
33. Exemple: 10 VBL, ou 6 VAB, ou 3 à 4 VBCI, ou 3 AMX-10RC et 3 VBL [↑](#footnote-ref-33)
34. Les artilleries des frégates nouvellement entrées en service permettent désormais de fournir un appui-feu naval d’excellente précision, les conditions de l’efficacité d’emblée étant désormais réunies. Les performances en la matière de l’ensemble des frégates lors de l’opération «Harmattan» renforcent la crédibilité de ce moyen d’appui, longtemps maintenu dans un rôle secondaire [↑](#footnote-ref-34)
35. Future combat system [↑](#footnote-ref-35)
36. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-36)
37. CSRM: conseil supérieur de la réserve militaire [↑](#footnote-ref-37)
38. Données publiées par l’ONG *Transparency International,* spécialisée dans la lutte contre la corruption. [↑](#footnote-ref-38)
39. Robert ROTBERG, “***When States Fail: Causes and Consequences****”*, Princeton University Press, 2004. [↑](#footnote-ref-39)
40. DIA-3.4.4 N°253/DEF/CICDE/NP du 5 novembre 2010 [↑](#footnote-ref-40)
41. Terme anglais : *Ressortissants Evacuation*. Evacuation de ressortissants. [↑](#footnote-ref-41)
42. Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, Écoles militaires de Bourges, Écoles militaires de Draguignan, Écoles militaires de Saumur. [↑](#footnote-ref-42)
43. BOP: budget opérationnel de programme [↑](#footnote-ref-43)
44. Discours du CEMAT sur les restructurations dans l’armée de Terre à l’École militaire le 24 juillet 2008. [↑](#footnote-ref-44)
45. IED: Improvised explosive devices. [↑](#footnote-ref-45)
46. «**L’utilité de la force: l'art de la guerre aujourd'hui**», de Sir Rupert Smith, Economica, 2007 – «**Les guerres bâtardes: comment l'Occident perd les batailles du XXIème siècle**», d’Arnaud de La Grange et Jean-Marc Balencie., Librairie Académique Perrin, 2009 – «**Les guerres modernes racontées aux civils... et aux militaires»,** de Pierre Servent, Buchet Chastel, 2009. [↑](#footnote-ref-46)
47. Le faible s’entendra comme l’insurgé et le fort comme un soldat conventionnel (par extension l’insurrection et l’armée occidentale). [↑](#footnote-ref-47)
48. «**L’art de la guerre par l’exemple**», de Frédéric Encel, Flammarion, 2000. [↑](#footnote-ref-48)
49. «**Histoire du terrorisme: de l'Antiquité à Al Qaida**», d’Arnaud Blin et Gérard Chaliand, Bayard, 2006 [↑](#footnote-ref-49)
50. Voir à ce sujet l’étude «**La guerrilla espanola y la derrota de Napoléon**», de John L. Tome portant sur la guérilla en Navarre. [↑](#footnote-ref-50)
51. «**Le modèle occidental de la guerre, la bataille d’infanterie**», de Victor Davis Hanson, Texto, 1989 (traduit en 2008) utilement complété par «**La Guerre du Péloponnèse**» du même auteur, Flammarion, 2005 (traduit en 2008). [↑](#footnote-ref-51)
52. F.O.B: base opérationnelle avancée. Ces bases servent de camp vie pour les troupes déployées, ces dernières bénéficiant d’un havre de paix raisonnablement défendable face aux attaques insurgées et procurant une protection balistique efficace. [↑](#footnote-ref-52)
53. «***Le piège américain****»*, Général Vincent Desportes, Économica, 2011, page 222. [↑](#footnote-ref-53)
54. “***War managers****”*, Douglas Kinnard, Naval Institute Press, 2ème edition. Voir le chapitre sur la mise en œuvre de la guerre au Sud-Vietnam, pages 46-48. [↑](#footnote-ref-54)
55. Ou Penjab, Punjab, Pendjâb voire Panjab selon les époques et les documents [↑](#footnote-ref-55)
56. *Operational Mentoring and Liaison Team,* Locution reprise telle que par l’armée française et que les Canadiens traduisent par Équipe de liaison et de mentorat opérationnel. [↑](#footnote-ref-56)
57. Sauf pour les chanceux qui auraient vu, en 1974, le feuilleton télévisé «Le soleil se lève à l’Est», très librement inspiré de cette épopée… [↑](#footnote-ref-57)
58. Au sein de l’armée sikhe du Pendjab; les grades des intéressés dans la Grande Armée allaient de capitaine à colonel. [↑](#footnote-ref-58)
59. *Idem* [↑](#footnote-ref-59)
60. Écrivain et officier lorrain puis français, colonel de hussards en 1772, maréchal de camp en 1784, le Chevalier de Boufflers (1738-1815) a notamment été gouverneur du Sénégal et de l’île de Gorée. Élu à l’Académie française en 1788, député de la noblesse aux États généraux de 1789, il émigre en 1791 et revient en France en 1800, se ralliant rapidement à Bonaparte. [↑](#footnote-ref-60)
61. PDG: Président directeur général. [↑](#footnote-ref-61)
62. Le terme de «*vache à lait*» est également utilisé en économie pour qualifier une source continuelle de revenus. [↑](#footnote-ref-62)
63. BPC: Bâtiment de projection et de commandement. [↑](#footnote-ref-63)
64. MEDO: méthode d’élaboration d’une décision opérationnelle [↑](#footnote-ref-64)
65. **La rubrique «Nouvelles D’Amérique» reprend pour chaque Cahiers du CESAT le texte de présentation de l’un des bulletins mensuels du Détachement de Liaison Terre (DLT) aux États-Unis rédigé au cours du trimestre écoulé. Ces bulletins peuvent être consultés sur le site Intraterre où ils sont mis en ligne par l’EMAT/CCB.**  [↑](#footnote-ref-65)
66. Le Colonel DARRAS, chef du DLT auprès de *l’US Army*, nous fait part de cette fiche [↑](#footnote-ref-66)
67. 2.000 *marines* d’ici la fin 2011, 4 à 6.000 supplémentaires en 2012 [↑](#footnote-ref-67)
68. Où le Corps a engagé une MEU croisant initialement dans la région du Golfe d’Aden et de la Mer Rouge. [↑](#footnote-ref-68)
69. Éditons Choiseul – édition 2010 – 307 pages [↑](#footnote-ref-69)
70. Éditions Fayard mai 2011 [↑](#footnote-ref-70)